

ALGÉRIE-LIBYE

Le Président Tebboune reçoit les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen

P. 24

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Une évolution dans les discours des candidats

P. 3

REVUE EL-DJEICH

L'ANP s'acquitte de ses missions constitutionnelles et s'abstient de s'immiscer dans tout processus électoral

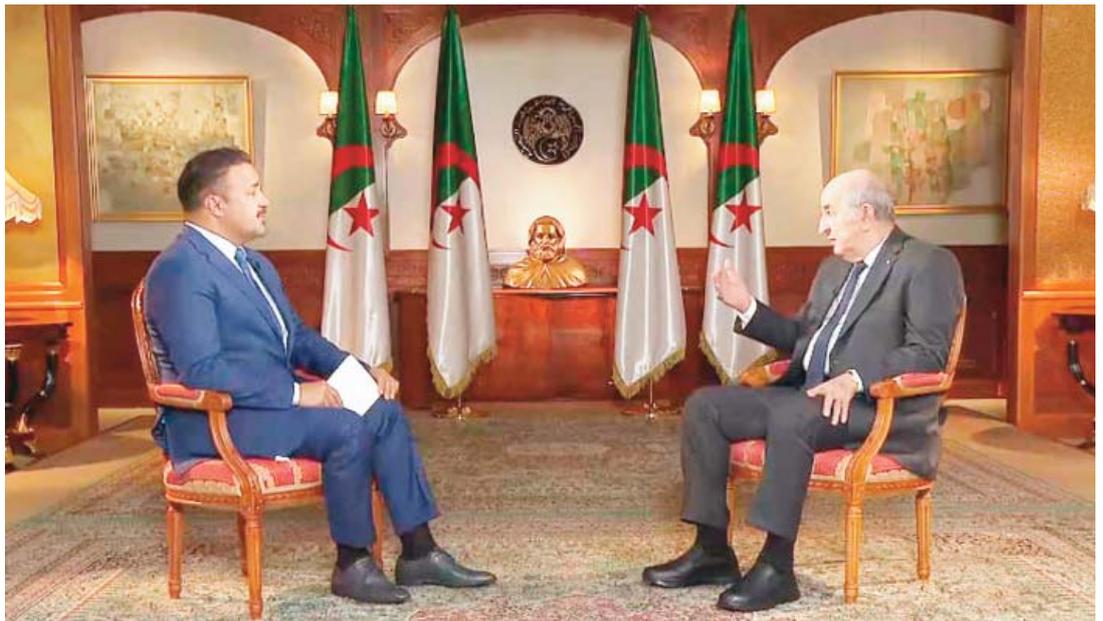
P. 3

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À LA CHAÎNE AL JAZEERA

"Le Hirak authentique béni a sauvé l'Etat algérien de la déliquescence"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a accordé un entretien à la chaîne qatarie Al Jazeera, diffusé mardi, dans lequel il a évoqué plusieurs questions nationales cruciales et régionales, comme le dossier libyen, et la question palestinienne, lit-on dans le résumé publié sur la page Facebook de la Présidence de la République. Au plan interne, le Président de la République a affirmé que "le Hirak authentique béni a sauvé l'Etat algérien de la déliquescence". "L'Algérie était sous la main mise de la "issaba" (bande) qui a volé et transféré à l'étranger des centaines de milliards de dollars". Cette dernière "voulait exploiter la maladie de l'ancien président pour s'accaparer le pouvoir pour cinq autres années", a rappelé le Président Tebboune. P. 24

DKnews-APS



EDUCATION-RECHERCHE

Installation du conseil scientifique de recherche en éducation

P. 4

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - SANTÉ

Installation de quatre groupes de travail

P. 4

PÉTROLE

Le Brent progresse à 72,44 dollars

P. 7

SANTÉ

GROSSESSE À RISQUE

Conseils et suivi

P.p 12-13

FOOTBALL

MATCH AMICAL

TUNISIE-ALGÉRIE

Les "Verts" pour battre le record africain d'invincibilité



P. 21

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISTE

L'association "Lumières" rend hommage à plusieurs artistes

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

L'ANP mène plusieurs opérations pour préserver la quiétude et la sécurité du pays

P. 24

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISTE

Le Président Tebboune présente ses vœux aux artistes algériens



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé, mardi, un message de vœux aux artistes algériens à l'occasion de leur Journée nationale, célébrée le 8 juin de chaque année.

"Je présente mes vœux à tous les artistes algériens, à l'occasion de leur Journée nationale et je rend hommage également à tous ceux qui portent dans leurs cœur le souvenir du défunt Ali Maâchi, tombé au champ d'honneur, paix à son âme", a tweeté le Président Tebboune.

L'Algérie célèbre la Journée nationale de l'Artiste à travers tous les établissements culturels.

La remise du Prix "Ali Maâchi" du président de la République pour les jeunes créateurs est prévue mardi soir.

MASCARA

Hommage à titre posthume aux artistes Blaha Benziane et Chergui Zakaria



Les familles des artistes défunts Blaha Benziane et Chergui Zakaria ont été honorées mardi dans la ville de Sig (wilaya de Mascara) à l'occasion de la journée nationale de l'artiste célébrée le 8 juin de chaque année.

Un hommage a été rendu aux deux artistes décédés aux mois d'avril et mai derniers, de même qu'à plusieurs artistes de la wilaya, lors d'une cérémonie organisée par la direction de la culture et des arts en présence des autorités de wilaya, de cinéastes et de chanteurs dont le réalisateur Djaafar Kacem et la chanteuse Cheba Zahouania.

Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, a salué, dans une allocution à cette occasion, le rôle important joué par les artistes de la wilaya de Mascara et de l'Algérie en général au service de la culture pour rehausser le goût et mettre en exergue les valeurs morales et esthétiques communes aux Algériens.

Un gala artistique a été organisée à cette occasion avec le chanteur local, Cheikh Ali, avec des chants bédouins, en plus de récitals poétiques présentés par des poètes locaux qui glorifient l'histoire de la wilaya de Mascara et ses sacrifices à travers les âges, notamment lors de la résistance menée par l'Emir Abdelkader.

LITTÉRATURE - DÉCÈS

Décès de l'écrivaine et journaliste algérienne Fadhila Mehri



La journaliste et écrivaine algérienne, Fadhila Mehri, plus connue sous le nom de Nada Mehri, a rendu l'âme lundi à Skikda des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille.

Connue depuis les années 90 pour ses écrits destinés aux enfants et aux jeunes, la regrettée quinquagénaire qui habitait au Caire, a travaillé pour nombre de tribunes médiatiques algériennes et arabes.

Feue Fadhila Mehri compte à son actif plusieurs nouvelles dont "La princesse des étoiles" (1996) ayant décroché le prix Sharjah de la créativité arabe (EAU) en 2009.

Nada Mehri est également l'auteur du roman "Le royaume des vœux" qui est la suite de "La princesse des étoiles", un roman qui a été traduit récemment en anglais.

La défunte a participé également à plusieurs manifestations littéraires, algériennes, régionales et internationales tout en remportant plusieurs prix.

SNTF

Examen de l'application du SNMG avec effet rétroactif à compter de juin 2020



La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a informé l'ensemble de ses fonctionnaires du lancement de l'examen des mécanismes d'application du décret présidentiel fixant le Salaire national minimum garanti (SNMG) à 20.000 dinars, avec effet rétroactif à compter de juin 2020.

La SNTF a fait savoir, en outre, que le retard accusé en matière d'application du décret susmentionné est dû à plusieurs motifs objectifs, dont le parachèvement de l'opération de traitement et de versement des rappels au profit des travailleurs ayant exercé tout au long de la période de confinement et qui sont bénéficiaires de la "prime covid-19", conclut le communiqué.

ALGÉRIE - HONGRIE

Salima Souakri à Budapest



La coopération algéro-hongroise en matière de sport et les perspectives de son développement ont été au centre des entretiens qu'a eus à Budapest la secrétaire d'Etat en charge du sport d'élite, Salima Souakri avec la ministre hongroise des Sports, Tunde Szabo, en marge du Championnat du monde de judo actuellement en cours.

"Les deux parties ont procédé, au cours de cette rencontre à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Algérie en Hongrie et Slovaquie, Ali Mokrani, à l'examen des possibilités de renforcement de la coopération algéro-hongroise dans le domaine sportif", a écrit Salima Souakri mardi sur sa page Facebook.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Ouverture d'un centre de documentation en Histoire



Un centre de documentation historique a été inauguré mardi à la faculté des sciences humaines et sociales de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), a-t-on appris d'une enseignante en Histoire dans la même faculté.

Pour son lancement, Mme Salhi, a indiqué que le fond documentaire initial de ce centre est évalué à près de 1.000 ouvrages et supports, offerts par différents organismes, dont le Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954 (CNERMNR 54), la direction locale des moudjahidines et par des enseignants.

Un appel sera lancé, à cet effet, à l'adresse d'éventuels donateurs et des démarches seront également entreprises en direction de différents organismes et maisons d'édition pour "l'enrichissement de ce fond qui reste insuffisant au vu de l'étendue de l'objet d'étude de la filière, qui aborde différentes époques historiques très étalées dans le temps", a-t-elle ajouté.

ARMÉE-PUBLICATION

L'ANP s'acquitte de ses missions constitutionnelles et s'abstient de s'immiscer dans tout processus électoral (revue El Djeich)

La revue "El Djeich" a indiqué dans son édition du mois de juin en cours, que l'Armée nationale populaire est une "Armée Républicaine" qui continuera à "tout jamais de s'acquitter de ses missions constitutionnelles", soulignant qu'elle s'abstiendra de s'immiscer dans tout processus électoral.

"A la veille d'un rendez-vous très important pour l'avenir de notre pays, représenté par les élections législatives, l'institution militaire insiste afin de lever toute confusion que certains cherchent à entretenir, et rappelle une fois de plus à ceux qui ont la mémoire sélective que l'Armée nationale populaire est une armée Républicaine qui continuera à tout jamais de s'acquitter de ses missions constitutionnelles, conformément aux lois de la République, dans un esprit d'engagement et de volonté constante de défendre la souveraineté et l'unité de l'Algérie", a précisé l'éditorial du N 695 de la Revue. Dans l'éditorial de la publication, il est souligné que l'ANP s'abstiendra de s'immiscer dans tout processus électoral, à moins que ce ne soit pour réunir les conditions idoines, à même d'assurer son déroulement en toute sécurité et permettre ainsi à notre peuple d'exprimer librement et en toute transparence son libre choix de ceux qui auront à le représenter au sein de l'instance législative, sans pression ni coercion".

Il a fait savoir que les éléments de l'ANP "s'acquitteront, aux côtés

de leurs concitoyens, de ce devoir national en exprimant leur voix en toute liberté et transparence". Cependant "au delà, l'ANP refuse de tomber dans le jeu des égarés comme elle refuse également de servir de marche-pied à ceux dont l'incapacité à mobiliser les citoyens et à gagner leur confiance, cherchent vainement des justifications à leurs échecs et à leur déception". "Parce que notre peuple nourrit de grands espoirs dans le changement et l'édification de la nouvelle Algérie, comme promis par Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, il trouvera toujours à ses côtés une institution militaire qui a fait sien son combat pour le renforcement de l'Etat de droit et l'enracinement des fondements d'une société démocratique", a écrit la revue "El-Djeich".

Elle a rassuré que l'ANP est une institution "fidèle" à son serment et à ses engagements, une institution qui a "véritablement mérité d'être la digne héritière de la glorieuse Armée de libération nationale".

La Revue a rappelé, dans ce

contexte, la dernière visite du général de corps d'armée dans la 1ère région militaire, où il a averti ceux qui projettent de perturber les élections ou d'influer sur leur déroulement, en affirmant que "le peuple algérien est plus que jamais conscient et il ne se laissera pas manipuler ou entraîner dans des dédales périlleuses, pour faire échec à tous les plans malveillants, en se tenant tel un seul homme aux côtés des institutions de l'Etat face à tous les comploteurs".

Evouant par ailleurs, la situation sécuritaire qui prévaut dans les pays voisins, l'éditorialiste note que "la situation d'instabilité qui prévaut dans les pays du voisinage et ce qu'elle engendre comme chaos, activités criminelles endémiques et de terrorisme cherche une fois de plus un nouveau point d'ancrage et de nouveaux points de déploiement, ainsi que les interventions directes et indirectes de certains pays pour dicter leurs politiques et piller les biens et les richesses, ou encore l'exploitation du cyberspace pour lancer une nouvelle forme de guerre s'appuyant principalement sur les médias sociaux, devenus un

refuge pour les réseaux du crime organisé, utilisés comme moyen de désinformation et pour les besoins de campagnes hostiles malveillantes afin de provoquer la discorde parmi les membres d'un même peuple".

Il a affirmé, à ce propos, que "toutes ces évolutions et dangers imposent à notre pays d'y faire face par tous les moyens et de s'adapter aux défis de l'heure afin de se protéger et d'assurer la sécurité de notre peuple". Pour cela, a-t-il dit, le peuple algérien "doit être conscient de l'ampleur de ces défis, démasquer les traîtres et les mercenaires et faire face à tous ceux qui cherchent à porter atteinte à la stabilité, à la sécurité et à l'unité de l'Algérie". L'éditorial est revenu également sur les dernières sorties du chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'Armée Saïd Chagnriha qui a supervisé l'exécution de trois exercices tactiques avec munitions réelles "raâd 2021", "El Hasm 2021" et "SaHQ 2021", dans les deuxième, troisième et première régions militaires respectivement. Il est indiqué que dans la mesure où ces trois exercices s'inscrivent

dans le cadre de "la poursuite du processus de renforcement des capacités de l'Armée sur tous les plans", les opérations de combat se sont caractérisées par "un haut niveau de professionnalisme à tous les stades et un excellent niveau tactique et opérationnel, reflétant les capacités élevées des équipages et des commandants à tous les niveaux, s'agissant notamment de l'utilisation optimale du terrain, la coordination étroite entre les différentes unités participantes et la haute compétence des cadres en matière de maîtrise des différents systèmes d'armes et équipements employés".

C'est ce sur quoi, le général de corps d'Armée a insisté en mettant l'accent, a-t-on rappelé, sur "la poursuite de l'édification d'une force dissuasive capable de faire face à toute forme d'agression et de tra-hison, en continuant sur cette démarche scientifique rigoureuse et ambitieuse, qui a pour devise le maintien de la disponibilité opérationnelle pour faire face à toute urgence, au service des objectifs tracés qui sont partie intégrante des grands objectifs et de la stratégie judicieuse adoptée".

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Fin d'une campagne marquée par une évolution dans les discours des candidats

La campagne pour les législatives anticipées du 12 juin qui a pris fin mardi à minuit après trois semaines de marathon électoral, a été marquée par une évolution dans les discours des candidats qui s'étaient mobilisés pour convaincre les Algériens de la nécessité d'utiliser leur droit de vote afin de franchir un autre pas sur la voie du changement radical revendiqué par le peuple. Durant trois semaines, les candidats aux législatives ont sillonné le pays et multiplié les actions pour exhorter les Algériens à se rendre massivement aux urnes afin d'exprimer leurs choix et consacrer ainsi les aspirations des générations à édifier une nouvelle Algérie, celle de la justice et du droit. L'accent a été, ainsi, mis sur l'enjeu de la participation à ce scrutin, jugé "décisif" pour l'avenir du pays. En effet, les candidats n'ont cessé d'appeler à une large participation aux élections, mettant en garde contre les conséquences du boycott. Si pour certains, les législatives constituent "le véritable point de départ de l'édification de l'Algérie

nouvelle", l'occasion d'"asseoir l'Etat de droit et concrétiser les revendications du peuple", pour d'autres, ce rendez-vous est une opportunité pour "rompre avec les anciennes pratiques" et "concrétiser le renouveau institutionnel".

S'accordant sur l'espoir que suscite ce scrutin en l'ouverture d'une nouvelle ère et la concrétisation des aspirations des générations futures, les candidats aux législatives ont également multiplié les appels au vote pour avorter les plans hostiles.

Pour eux, ce scrutin est "l'unique" moyen de préserver la stabilité du pays et de faire échec aux manœuvres visant sa sécurité et son unité en vue d'opérer le changement escompté. Ils ont insisté, à ce titre, sur la nécessité de "renforcer le front interne" à travers les urnes, réitérant leur rejet de la période de transition.

Dans leurs discours de campagne, les candidats ont souligné l'importance pour les citoyens de bien choisir leurs représentants à l'Assemblée populaire nationale

(APN), mettant en avant le rôle-pivot de la future APN dans la concrétisation des réformes politiques et économiques à même de refléter la volonté et la souveraineté du peuple algérien dans ses choix. Ils étaient, dans ce contexte, unanimes à appeler, dès l'entame de la campagne électorale, à développer un discours "rassembleur, fédérateur et réaliste", loin des "fausses promesses", tout en bannissant "le discours défaitiste".

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a exprimé, d'ailleurs, sa "satisfaction" du déroulement de la campagne électorale et de "l'évolution dans les discours politiques des candidats", relevant qu'aucun "dépassement" n'a été enregistré dans les discours politiques des candidats durant cette campagne. A rappeler que la nouvelle loi portant régime électoral promulguée en mars dernier incite tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale de s'abstenir de tenir tout discours haineux et

toute forme de discrimination.

Les représentants des partis politiques et des listes indépendantes en lice ont signé, au lancement de la campagne électorale, une Charte d'éthique des pratiques électorales qui se veut un cadre déterminant le comportement éthique attendu des acteurs et participants au processus électoral. Sur un autre plan, l'ANIE a indiqué que la campagne électorale a vu depuis son lancement le 20 mai, l'organisation de 6.098 activités. Si aucun incident n'a été relevé durant les trois semaines de campagne, des dépassements relatifs au non-respect du protocole sanitaire et à l'affichage anarchique ont été enregistrés par cette instance. Par ailleurs, le ministre de la Communication, p'orteparole du gouvernement, Ammar Belhimer, s'est lui aussi félicité du déroulement "serein et apaisé" de la campagne électorale, soulignant que le scrutin doit également se dérouler dans la sérénité pour que les citoyens puissent "exercer librement leur droit garanti par la Constitution".

Assemblée populaire nationale: de l'Assemblée constituante de 1962 à la 9^e législature

Les élections législatives du 12 juin prochain donneront lieu à une nouvelle Assemblée populaire nationale pour une 9^e législature de l'Algérie indépendante, depuis l'Assemblée constituante de 1962, en passant par le Conseil national de transition (CNT). Le 20 septembre 1962, le peuple Algérien a approuvé par voie référendaire l'Assemblée nationale constituante (ANC) qui avait pour mission de désigner un gouvernement provisoire, légiférer au nom du peuple et élaborer un projet de Constitution.

Composée de 196 députés issus du Front de libération nationale (FLN), l'ANC a été présidée par Ferhat Abbas qui présenta sa démission en août 1963. Ce fut Hadj Ben Allah qui assura l'intérim avant d'être élu président le 1er octobre de la même année. Ben Alla sera, ensuite, réélu à la présidence de cette Assemblée constituée de 138 députés, le 7 octobre 1964 à l'issue des élections du 20 septembre 1964.

Le 8 mars 1977 a connu la naissance de la première Assemblée populaire nationale avec ses 273 députés, présidée par Rabah Bitat. Ce dernier détient le record de longévité au poste de président de l'APN. En effet, Bitat a été réélu

pour la seconde fois pour le compte de la 2^{ème} législature en février 1982 (285 députés), avant d'être réélu pour la troisième fois en février 1987 (295 députés). Cependant, il n'a pas assuré cette 3^{ème} législature jusqu'à la fin du mandat, puisqu'il a présenté sa démission en octobre 1990.

C'est Abdelaziz Belkhadem qui occupait le poste de vice-président à l'époque, qui le remplace jusqu'à sa dissolution le 4 janvier 1992. Après l'arrêt du processus électoral, le pouvoir législatif a été assuré par le Conseil national de transition (CNT) qui a exercé une fonction législative ordonnance du 18 mai 1994 au 18 mai 1997.

Composé de 192 membres désignés, le CNT était dirigé par Abdelkader Bensalah, réélu, ensuite, à l'unanimité à la tête de la quatrième législature, composée de 380 députés, du 14 juin 1997 au 10 juin 2002. Karim Younes lui succède avant de présenter sa démission le 3 juin 2004. Et c'est Amar Saâdani qui le remplace le 23 juin de la même année jusqu'en mai 2007, mois de l'élection de la sixième législature (2007-2012). Comportant 389 députés installés officiellement le 17 mai, la présidence de la chambre basse a été présidée

par Abdelaziz Ziari, avant que Mohamed-Larbi Ould Khelifa ne lui succède à ce poste pour le compte de la septième législature (mai 2012-mai 2017).

Le nombre des députés a été revu à la hausse (462 parlementaires) appartenant notamment à de nouveaux partis politiques. La dernière législative (8^{ème}) issue du 4 mai 2017 a enregistré, quant à elle, trois présidents, à savoir Saïd Bouhadja, puis Mouad Bouchareb (octobre 2018) ensuite Slimane Chenine (juillet 2019), avant que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'annonce, le 18 février 2021, dans un discours à la Nation, la dissolution de l'APN et l'organisation d'élections législatives anticipées, répondant ainsi aux doléances du Hirak qui a appelé à la rupture avec l'ancien système et la dissolution de l'Assemblée. La campagne électorale pour ces législatives comprenant 1.483 listes (646 listes présentées au titre d'un parti politique et 837 listes indépendantes) a été ouverte officiellement le 20 mai dernier, pour prendre fin mardi 8 mai à minuit. Les candidats en lice devront se disputer, le 12 juin, les 407 sièges de la neuvième législature.

EDUCATION-RECHERCHE

Le ministre de l'éducation nationale procède à l'installation du conseil scientifique de recherche en éducation

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a procédé mardi à Alger à l'installation du "Conseil scientifique de recherche en éducation" au niveau du siège de l'Institut national de recherche en éducation (INRE) à El-Achour (Alger), a indiqué un communiqué du ministère.

"Le ministre a installé le conseil scientifique de recherche en éducation en présence de la directrice de l'INRE et des membres du conseil scientifique et ce après avoir procédé le 22 mai dernier à l'installation officielle des enseignants chercheurs à l'INRE", précise le communiqué ajoutant que M. Ouadjaout a souligné que "l'installation de ce conseil par lui-même ainsi que l'adoption de son règlement intérieur témoignent de l'intérêt qu'il accorde à la recherche dans le secteur de l'Éducation notamment à l'ère des technologies et de l'économie de la connaissance".

À ce propos, le ministre a fait savoir que l'installation de ce conseil "coïncide avec la présentation du bilan d'activités scientifiques de l'INRE pour l'année 2020 et le premier semestre 2021 outre la présentation du programme d'activités de l'institut et des projets de recherche à soumettre pour adoption par le représentant des chercheurs fraîchement recrutés dans le but de booster la recherche. Il a souligné que le ministère "a un besoin urgent d'utiliser les résultats de la recherche pédagogique dans la formulation de nouvelles approches pédagogiques dans l'école algérienne, afin d'atteindre l'efficacité et la qualité", rappelant que le conseil scientifique de l'institut comprend "dix-sept (17) membres de chercheurs permanents, dont ceux provenant de régions différentes du pays, et des chercheurs algériens résidant à l'étranger, outre les chercheurs travaillant dans des



organismes de recherche dont les domaines sont liés aux activités de l'Institut, et les scientifiques nationaux travaillant et résidant en dehors du territoire national", réitérant ses remerciements pour avoir accepté de faire partie de ce conseil scientifique.

M. Ouadjaout a également souligné "la haute efficacité des membres de ce conseil dans leurs spécialisations, et leur volonté dans les domaines de la recherche scientifique en général et de la recherche en éducation en particulier, ce qui apporteront sans aucun doute une valeur ajoutée et une grande contribution à l'amélioration de la performance de l'institut, sur laquelle on compte beaucoup pour réaliser les opérations tracées dans le cadre de la vision perspective mise en place par le ministère de l'Éducation nationale pour atteindre l'École de qualité. Parmi les missions de l'institut - selon la même source - "la recherche continue en matière de pédagogie, d'éducation et d'évaluation dans le système éducatif, et dans la préparation et l'expérimentation

d'outils

pédagogiques et de supports de soutien et d'assistance pédagogiques, de manière à garantir les besoins du système éducatif en matière de quantité et de qualité". Dans le même contexte, le ministre a indiqué que l'Institut national de l'éducation "travaillera en étroite coordination avec le Conseil national des programmes, après avoir revu la nature juridique de ce dernier, devenu un organisme financièrement et matériellement indépendant". À travers ces deux instances et leur composition humaine hautement compétente, notamment les enseignants chercheurs, le ministère œuvre à construire une nouvelle plateforme contribuant à donner une valeur ajoutée au secteur de l'Éducation et à atteindre les objectifs tracés pour améliorer la performance du système éducatif notamment l'augmentation du niveau de l'école algérienne".

Le ministre a écouté, par visioconférence, les interventions du président du Conseil scientifique de l'Institut et de

certaines membres du Conseil dont des résidents à l'étranger, qui ont "salué la confiance placée en leur personne de par cette initiative qui permet à l'Institut de s'acquitter de ses principales missions à savoir la recherche scientifique, le développement technologique dans le secteur de l'éducation nationale et la recherche des voies et moyens de la scolarisation moderne et autres sujets y afférent".

Le Conseil "entamera son travail immédiatement après cette installation, chacun dans sa spécialité et la tâche qui lui est assignée", ont-ils soutenu. Au terme de son intervention, le premier responsable du secteur a souligné qu'"il suivra les apports des chercheurs à l'Institut, qui devront donner un nouvel élan qui hissera certainement le niveau de l'école algérienne", vu que la nouvelle politique du ministère "contribuera largement à l'amélioration de la performance éducative et de la qualité de l'enseignement pour être à la hauteur des aspirations de la communauté éducative et à travers elle la société algérienne".

RESSOURCES EN EAU

Instructions pour une gestion rigoureuse du service public des eaux et une bonne préparation de la saison estivale

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Mihoubi, a donné des instructions fermes quant à l'impérative gestion rigoureuse du service public des eaux, soulignant la nécessité de "bien" préparer la saison estivale, notamment en période de stress hydrique que connaît le pays, dû au manque de précipitations ces dernières années, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion tenue, lundi, au siège du ministère des Ressources en eau, laquelle s'est déroulée sous la présidence de M. Mihoubi et en présence des cadres centraux du ministère, des Directeurs généraux et directeurs des régions relevant des deux établissements, à savoir l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national de l'assainissement (ONA), ainsi que d'un nombre de responsables locaux, précise le communiqué.

La réunion a été consacrée à la présentation d'un bilan des activités des établissements relevant du secteur et concernés par le service public des eaux, d'autant que le ministre a écouté des exposés pré-

sentés par le Directeur général de l'ADE, le Directeur général de l'ONA et les Directeurs généraux des établissements chargés de la gestion du service public des eaux et de l'assainissement (Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran - SEOR, Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine - SEACO - et Société des eaux et de l'assainissement d'Alger - SEAAL-), précise le ministère. Lors de cette réunion, ont été abordés le suivi de l'état de la concrétisation du programme urgent relatif à la réalisation de puits pour l'alimentation des wilayas connaissant un déficit en matière d'eaux de surface, ainsi que l'essentiel des résultats contenus dans l'enquête sociale lancée par le ministère des Ressources en eau et relative au service public des eaux.

Après la présentation des acquis réalisés durant les 5 premiers mois en 2021, le ministre a donné, selon le communiqué, "des instructions fermes quant à l'impérative gestion rigoureuse de cette période, notamment à la lumière de la pénurie d'eau que traverse le pays, en raison du manque de précipitations durant les dernières années entraînant un recul considérable de

nos réserves en eau". Le ministre a également mis l'accent sur "la nécessité de bien préparer la saison estivale, de tout mettre en œuvre pour assurer un service public à la hauteur des aspirations des citoyens, et d'éviter toute manifestation négative dans l'opération de la distribution de cette ressource vitale, en distribuant à tous les citoyens de manière équitable et sans exception, afin de mettre nos concitoyens dans les meilleures conditions possibles en ce qui concerne le service public de l'eau, insistant à la fois sur l'aspect économique dans la gestion de cette ressource".

Pour ce qui est de l'enquête sociale lancée par le ministère des Ressources en eau et relative au service public de l'eau, M. Mihoubi a donné des directives concernant la nécessité de comparer les résultats de cette enquête avec les données les plus importantes fournies par les entreprises chargées de la gestion du service public de l'eau, sur lesquelles porte cette enquête sociale, dans le but de développer et d'améliorer le service public de l'eau, lit-on dans le communiqué.

APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - SANTÉ

Installation de quatre groupes de travail

Quatre groupes de travail interministériels ont été installés mardi à Alger entre le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et celui de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière pour le règlement des dossiers les plus importants, de manière à consolider les compétences du personnel médical et des professeurs hospitalo-universitaires en particulier.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a précisé à cette occasion que "l'installation de ces groupes de travail entre dans le cadre du plan d'action du secteur visant à approfondir la réforme de l'enseignement supérieur, améliorer la qualité de la formation et promouvoir les formations en sciences médicales", pour relever les défis actuels.

Dans ce sillage, il a appelé les chercheurs en sciences médicales à s'adapter aux exigences de la société afin d'assurer sa sécurité sanitaire, réaffirmant son engagement à renforcer le partenariat avec le secteur de la santé à travers le développement des compétences et des expertises disponibles pour l'amélioration de la formation en sciences médicales et la promotion de sa qualité.

M. Benziane a annoncé une première évaluation, le 1er juillet prochain, de la mise en œuvre de la réforme dans la branche Médecine, afin d'examiner les résultats des modifications fondamentales apportées aux contenus des programmes qui entreront dans leur quatrième année avec la prochaine rentrée universitaire.

De son côté, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a souligné que les défis que doit relever notre pays et "les insuffisances constatées dans son secteur nécessitent la révision de nombreux dossiers, notamment la formation et l'apprentissage". Et d'ajouter que malgré "l'obtention d'excellents résultats", nous devons, tous, gagner le pari sur la qualité et parvenir à un équilibre entre les régions à l'effet de répondre aux besoins des populations à travers le territoire national.

En ce qui concerne les missions des groupes installés, le premier groupe s'attellera à la mise à jour du décret exécutif n 13-288 du 1er août 2013 portant création des comités consultatifs hospitalo-universitaires et fixant leurs prérogatives, leur organisation et leur fonctionnement, tandis que le deuxième examinera les aspects liés aux sciences fondamentales de la médecine et la révision de la grille d'évaluation relative aux promotions dans les rangs des hospitalo-universitaires. Les troisième et quatrième groupes auront à discuter des problèmes de la formation en sciences infirmières et à examiner la situation de la recherche scientifique en sciences médicales.

ALGER

Exposition en hommage à Bachir Yellès au centième anniversaire de sa naissance

Une exposition en hommage au doyen des plasticiens algériens, Bachir Yellès a été organisée, mardi au Musée national public des beaux arts à Alger, à l'occasion de la célébration du centième anniversaire de sa naissance, le 12 septembre prochain, avec la participation de plus de cinquante artistes.

Ont pris part à cet hommage coïncidant avec la journée nationale de l'artiste (8 juin), la ministre de la Culture et des arts, Mme Malika Bendouda et une pléiade d'artistes.

A cette occasion, Mme Bendouda a loué la performance et les créations de l'artiste, des décennies durant, et sa valeureuse contribution en termes de formation, notamment à la tête de l'École d'architecture et des beaux arts d'Alger (1962-1982), dont il était le premier directeur après l'indépendance.

L'artiste Bachir Yellès qui a tenu à assister à cette cérémonie s'est dit très content de cette initiative organisée sous le patronage de la ministre de la Culture.

L'exposition à laquelle



prennent part plus de 50 plasticiens retrace les différentes étapes d'évolution de l'art plastique en Algérie, et partant les différents écoles et méthodes utilisées. Plusieurs célèbres artistes ont assisté à cette grande manifestation dont Abderrahmane Aidoud, Belkhal Mustapha, le calligraphe Abdelkader Boumala,

Cherifi Mohamed, Karim Serkoua, Habiba Ben Sekhar, Fatima Beskar et Safia Zoulid. Né en 1921 à Tlemcen où il a poursuivi ses études, Bachir Yellès a rejoint en 1943 l'École des beaux arts à Alger. En 1944, M. Yellès a participé à la première exposition de dessin et de mosaïques avant d'organiser, en 1948 sa première expo-

sition personnelle à Tlemcen. En 1958, il a obtenu le diplôme des beaux arts à Paris avant de participer en 1962 à la première exposition après l'indépendance. Bachir Yellès a également occupé le poste de directeur de l'école nationale des beaux arts à Alger de 1962 à 1982. Il a été également nommé en tant que directeur du musée des beaux arts en 1975. De son côté, Abdelkader Boumala a indiqué que les anciens étudiants de l'école des beaux arts avaient veillé à la participation à cette exposition pour consacrer cette belle tradition en reconnaissance des apports des talentueux créateurs dans divers domaines. La manifestation se poursuit jusqu'au 12 septembre coïncidant avec le 100e anniversaire de l'artiste.

SIDI BEL ABBÈS

L'Université Djillali-Liabes enregistre des performances dans le classement de Shanghai 2021

L'Université Djillali-Liabes de Sidi Bel Abbès a enregistré des performances dans le classement mondial des domaines académiques, appelé classement de Shanghai, dans son édition de 2021, a indiqué mercredi le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans un communiqué. L'université algérienne a ainsi été classée dans les domaines du Génie civil à la position 101 sur 150, du

Génie mécanique à la position 201 sur 300 et des sciences des matériaux à la position 301 sur 400, a précisé le ministre, estimant que cela "traduit la qualité des travaux de recherche de nos chercheurs scientifiques". Le ministère a, également, salué la politique nationale visant à encourager les chercheurs algériens à publier leurs travaux de recherche dans des revues scientifiques indexées dans des bases de données de réfé-

rence mondiale, dans le but de les promouvoir vers l'excellence. Le classement de Shanghai est un classement académique des universités publié par l'université Jiao Tong (Chine) depuis 2003. Pour l'année 2021, ce classement a concerné des travaux de recherches universitaires dans 54 domaines dont les sciences de la nature, l'ingénierie, les sciences médicales, les sciences de la vie et les sciences sociales.

SOUK AHRAS

Caravane de solidarité au profit des habitants de Ghaza

Une caravane de solidarité composée de 72 tonnes de denrées alimentaires et de fournitures médicales au profit des Palestiniens de Ghaza a pris le départ, mardi, depuis l'université Mohamed Cherif Messaadia de la wilaya de Souk Ahras.

Dans ce contexte, la directrice locale du commerce, Dalila Bouanaïs a indiqué que cette caravane, dont le lancement a été présidé par le wali, Lounès Bouzegza, en présence du président du comité de wilaya du Croissant Rouge algérien (CRA), Mohamed-Laid Agouni, comprend six (6) semi-remorques chargés de 72 tonnes de denrées alimentaires dont du sucre, des légumes secs, l'huile de table, tomate, farine et des

pâtes, en plus de 7 groupes électrogènes et 20 cartons de médicaments et de fournitures médicales.

La même responsable a ajouté que cette caravane de solidarité se rendra au Palais des expositions (Safex) à Alger, où les aides alimentaires et les fournitures médicales envoyées des différents wilayas du pays seront stockées avant leur transfert vers Ghaza. De son côté, le président du comité de wilaya du CRA, M. Agouni a déclaré que 20 jeunes volontaires de cette organisation humanitaire ont été mobilisés pour accompagner la caravane à Alger et remettre les aides au Comité central du Croissant-Rouge algérien, qui se chargera de

concert avec le ministère du Commerce d'acheminer ces dons aux habitants de Ghaza. Selon la même source, l'acheminement de ces aides a été confié au Croissant-Rouge algérien, en tant qu'organisme humanitaire protégé par le droit international humanitaire (DIH) et les Conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre.

Par ailleurs, le comité local du Croissant-Rouge algérien (CRA) de la wilaya de Souk Ahras organisera prochainement une caravane de solidarité composée de denrées alimentaires au profit de la communauté algérienne établie dans les gouvernorats d'El Kef et Djendouba en Tunisie, eu égard aux conditions écono-

miques difficiles résultant de la pandémie de la Covid-19.

De son côté, le wali de Souk Ahras a précisé que cette caravane de solidarité s'inscrit dans le cadre de la solidarité avec le peuple palestinien, saluant la contribution des opérateurs économiques de cette wilaya frontalière qui se sont engagés dans diverses opérations de solidarité, dont celles visant à lutter contre les répercussions du coronavirus ou encore les actions destinées aux habitants affectés par les inondations qui ont affecté plusieurs régions du pays. Cette caravane, de bienfaiteurs et d'opérateurs économiques de Souk Ahras constitue une contribution visant à alléger les souffrances des citoyens de Ghaza.

EL TARF

Journée nationale de l'artiste : une dizaine d'artistes honorés

Une dizaine d'artistes de la wilaya d'El Tarf ont été honorés à l'occasion de la journée nationale de l'artiste coïncidant avec le 8 juin. Organisée par la direction de la culture de la wilaya, cette cérémonie a permis à une dizaine de plasticiens, chanteurs et hommes de lettres, d'être honorés pour leurs contributions à la "dynamisation de la scène culturelle et artistique locale et nationale", a indiqué le directeur local de la culture et des arts, Adel Safi. Lors de cette cérémonie tenue au niveau de la bibliothèque de lecture publique Louise Française dite Mabrouka

Belgacem, en présence du wali, Harfouche Benarar, ainsi que des artistes locaux et hommes de lettres, des distinctions et des cadeaux ont été remis, entre autres, à l'écrivain Abdelmoumen Ouarghi. L'association de wilaya "Amel" pour la promotion du patrimoine et du tourisme, détentrice du zème prix de la meilleure pièce théâtrale lors des journées du théâtre pour enfants et des marionnettes de Bouira, ainsi que l'écrivain Arezki Didani qui a, à son actif, dix ouvrages et les plasticiens Nora Abassi, Djamel Kahlo et Taoufik Chalabi ont, eux aussi, été dis-

tingués. D'autres figures comme Mahmoud Chayed, auteur et interprète de la chanson "Ana Tarfaoui" et les artistes locaux Chérif Boualleg, Toufik Bouguerra, Tahar Khechana et Hasnaoui Rakii ont été aussi honorés pour leurs contributions culturelles. En plus d'une exposition d'arts plastiques, inaugurée pour la circonstance au niveau de cet édifice culturel, la célébration de la journée nationale de l'artiste a été marquée par des lectures poétiques et des chansons chaâbi, interprétées par le chanteur Tarfi Mahmoud Chayed, qui a réjoui à souhait le public.

OUM EL BOUAGHI Protestation des pharmaciens contre les agressions

Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO) a observé mardi un mouvement de protestation dans la ville d'Ain Kercha (Oum El-Bouaghi) pour dénoncer "les violences et les agressions que subissent les pharmaciens dans l'exercice de leurs fonctions", a-t-on appris d'un responsable syndical. Dans une déclaration à l'APS, le président du SNAPO, Messaoud Belambri, a précisé que ce mouvement de protestation auquel ont pris part des membres du bureau local et national du syndicat des pharmaciens d'Oum El Bouaghi et d'autres wilayas, a été organisé devant une pharmacie de la ville d'Ain Kercha par solidarité avec une pharmacienne, victime la semaine dernière d'une agression dont l'auteur exigeait de se faire délivrer illégalement des médicaments classés hallucinogènes. M. Belambri a également souligné que la personne qui a menacé la pharmacienne et agressé physiquement le personnel de cette officine a été déferée devant les instances judiciaires dans le cadre de cette affaire qu'il a considérée comme une "agression contre des collègues de la profession et une menace pour leur sécurité". Le président du syndicat a, d'autre part, indiqué que l'organisation de ce mouvement de protestation vise à "attirer l'attention de l'opinion publique et des responsables sur les menaces et les agressions que subissent les pharmaciens et le danger réel auquel ils sont confrontés dans l'exercice de leurs fonctions". "Ce mouvement de protestation vise également à revendiquer la protection des pharmaciens à travers le pays, aussi bien sur le plan sécuritaire que juridique", a souligné la même source. De son côté, Hocine Adnane, pharmacien dans la ville d'Oum El Bouaghi et secrétaire général du bureau de wilaya du SNAPO, a expliqué que sa participation à ce mouvement de protestation vise à "exprimer notre solidarité avec la pharmacienne qui a été menacée et agressée au cours des derniers jours". M. Adnane a ajouté que ses collègues protestataires et lui réclament "d'assurer la sécurité des pharmaciens en attendant la promulgation de lois, définissant et contrôlant la liste des médicaments classés comme substances hallucinogènes, et protégeant également les pharmaciens de diverses agressions".

CHLEF

Un guichet de la finance islamique à la BADR

La banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) a lancé mardi soir le guichet de la finance islamique au niveau de son agence principale de Chlef. Intervenant lors de la cérémonie d'inauguration de ce guichet, marquée par la remise symbolique du premier carnet d'épargne "istithmari fellah" (investissement payant) à un des clients de la banque, le Secrétaire Général de la banque, Rachid El Metnenni, a affirmé que le guichet de la finance islamique sera généralisé, d'ici la fin du mois de septembre 2021, aux différentes agences de la BADR à travers le pays. La mise en service du produit de la Finance islamique s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des attentes des clients de cette institution bancaire visant à tirer profit de la formule bancaire islamique, a-t-il indiqué à l'APS. La directrice du marketing et de la communication à la BADR, Mme. Kenza Larbes, a fait état, de son côté, d'un programme, à court terme, permettant aux clients des agences principales implantées au niveau de 30 wilayas du pays de bénéficier, d'ici fin juin courant, des avantages et prestations des formules préconisées par la finance islamique. Quelques 328 agences BADR seront dotées, à l'horizon 2022, du système de la finance islamique, a-t-elle dit, ajoutant que la première phase prévoit la commercialisation de quatorze produits, répartis sur deux formules, à savoir le compte courant islamique, et le compte épargne et transactions financières par la "Mourabaha" incluant tous les domaines d'investissement, notamment agricole. La banque projette, à moyen et long terme, une deuxième phase de ce système bancaire islamique prévoyant le financement des opérations de location et les obligations bancaires islamiques à mettre à la disposition des différentes catégories sociales, a expliqué la même responsable.

CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE L'AGCE et l'ANCE obtiennent les Sceaux "Web Trust"

L'Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE) a obtenu les sceaux de certification de conformité aux référentiels Web Trust for CA, Web Trust BR SSL et Web Trust for Code Signing, pour son compte et pour le compte de l'Autorité nationale de certification électronique (ANCE), indique mardi un communiqué commun de ces deux établissements (AGCE et ANCE).

"Mars 2021, date mémorable dans l'histoire de la certification électronique en Algérie: L'Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE) obtient les sceaux de certification de conformité aux référentiels Web Trust for CA, WebTrust BR SSL et Web Trust for Code Signing, pour son compte et pour le compte de l'Autorité nationale de certification électronique (ANCE)", note la même source, précisant que le programme WebTrust "permet de fournir une assurance sur une combinaison de principes et de critères".

Cet audit est renouvelé annuellement afin de "maintenir la reconnaissance internationale", a-t-on indiqué, ajoutant que "cette réalisation est l'aboutissement de la mise en place des Autorités nationale et gouvernementale de certification électronique dont le processus a été entamé en décembre 2018, finalisé en novembre 2020 et couronné par les sceaux Web Trust en mai 2021, attestant de la conformité des services de l'AGCE aux référentiels et aux normes internationales en la matière".

"Décembre 2018 - mai 2021, un délai des plus courts pour réussir cet exploit en dépit de toutes les difficultés, notamment celles liées au Covid-19 et ce, grâce au professionnalisme, à la détermination et à l'opiniâtreté des équipes de l'Autorité gouvernementale de certification électronique", relève le communiqué.

"L'Audit Web Trust a été un important investissement en ressources matérielles, financières et humaines.

Un message fort envoyé aux clients de l'AGCE sur ses valeurs, ses objectifs et son engagement à fournir des services à la pointe de la technologie.

Une démarche initiée depuis le lancement du projet par l'AGCE en sa qualité de coordinateur du schéma national de certification électronique, faisant ainsi de l'AGCE l'instaurateur et le principal acteur du climat de confiance numérique essentiel à la mise en œuvre des projets de numérisation et de transformation digitale visant l'instauration de l'économie numérique en Algérie", rappelle la même source.

L'AGCE "est un fournisseur de confiance aux entités de la branche gouvernementale au sens de l'article 2 de la loi 15-04, à travers ses services dont l'émission, la gestion et la validation des certificats électroniques d'authentification, de chiffrement et de signature électronique, la plateforme de collaboration documentaire et de signature électronique et la création et la vérification à distance de signature électronique à valeur légale".

Il s'agit aussi de l'horodatage électronique qualifié, la sécurisation des documents par cachet électronique et la sécurisation des sites internet et des réseaux internes gouvernementaux".

L'AGCE s'inscrit "dans une stratégie d'édification de la confiance dans les transactions électroniques par la généralisation des services de signature et de certification électroniques au sein des intervenants de la branche gouvernementale", poursuit le communiqué.

En effet, "grâce à son expertise et à ses équipes pluridisciplinaires constituées de jeunes diplômés algériens, L'AGCE permet de sécuriser les communications en ligne, de gérer des milliers d'identités numériques vérifiées et d'automatiser les processus d'authentification et de chiffrement.

Ses infrastructures PKI de pointe et ses solutions d'identités numériques répondent aux normes internationales et lui confèrent la faculté de suivre et de contrôler l'activité de certification électronique des tiers de confiance ainsi que la fourniture des services de certification électronique au profit des intervenants de la branche gouvernementale", conclut la même source.

PATRONAT

Le programme économique en vigueur apporte des solutions pouvant faire redécoller le pays (CNPA)

La Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) a souligné, mercredi, dans une Déclaration que le programme de redressement économique en vigueur apporte des solutions qui pourraient faire "redécoller le pays", appelant à la mobilisation notamment des compétences en vue de renforcer les capacités productives et de conforter la paix sociale.

S'exprimant sur la situation générale du pays, l'organisation patronale a soutenu dans sa Déclaration que "le programme de redressement en vigueur obtient des solutions qui pourraient faire redécoller notre pays", et ce, malgré "la liste des difficultés et des blocages qui empêchent le pays d'exploiter tout son potentiel et d'avancer".

A cet effet, la CNPA a soutenu que le pays a besoin "plus que jamais de mobiliser ses compétences pour imaginer, penser et conduire une nouvelle politique économique et sociale en vue de renforcer nos capacités productives et conforter la paix sociale". Dans ce contexte, il a noté également que "le choix fixé au plus haut niveau de l'Etat pour impliquer la jeunesse dans la vie publique et politique" s'est traduit, selon elle, par un "engouement pour les élections législatives anticipées", tout en soutenant que "cet objectif d'inclusion et de participation effective de la jeunesse, dans un pays où 70% de la population a moins de 30 %,



est nécessaire au renouvellement des élites politiques et parlementaires".

Le pays a besoin, "plus que jamais de mobiliser ses compétences pour imaginer, penser et conduire une nouvelle politique économique et sociale en vue de renforcer nos capacités productives et de conforter la paix sociale", a ajouté l'organisation patronale.

Tout en rappelant que le président de la République,

Abdelmadjid Tebboune s'est attelé, dès son installation, "avec conviction et détermination à redonner espoir à tous les Algériens et à tous les acteurs économiques et sociaux", la CNPA a qualifié cette tâche de "titanesque après 20 ans de laisser faire".

"La feuille de route retenue énonce clairement que l'Algérie aujourd'hui a besoin d'une redéfinition totale de son projet politique, économique et social de la nouvelle

République.

L'option stratégique en vigueur des plus hautes autorités affirme sans détour que les prochaines années seraient décisives pour corriger les dysfonctionnements des institutions de l'Etat, notamment en charge du développement économique et social", a relevé en outre la Confédération.

Pour "rompre avec le fatalisme et impulser dans notre pays une nouvelle donne en matière d'accès aux facteurs d'investissement et de production", la CNPA a plaidé pour "une émergence concertée et consensuelle d'un nouveau modèle de croissance inclusif où le patronat a toute sa place et portant toutes ses responsabilités en qualité de créateur d'emplois et de richesse".

Il est attendu, selon la Confédération, l'implication des organisations patronales dans l'élaboration des politiques publiques, estimant que "le dialogue social doit être la source des politiques publiques à mettre en œuvre".

AGRICULTURE

Remise de décisions d'attribution de périmètres agricoles dans les wilayas d'Ouargla et El-Menea

Six (6) investisseurs agricoles dans les wilayas d'Ouargla et El-Menea ont reçu mardi des décisions d'attribution de périmètres agricoles, préalables à la délivrance de titres de concession, pour le lancement de leurs projets agricoles dans ces régions.

L'opération s'est déroulée dans la zone de Hassi-Lehdaou, commune de Hassi-Messaoud (80 km Sud-est d'Ouargla), en présence de la directrice de l'organisation, la planification foncière et du patrimoine au ministère de l'Agriculture et du développement rural (MADR), Mme. Mira Chahira Touami, et du directeur général de l'Office de développement de l'agriculture industrielle (ODAS), M. Slimane Hannachi.

Une superficie globale de 6.500 hectares a été attribuée, en vertu de ces décisions, aux six promoteurs agricoles, dont 4.000 ha à trois promoteurs de la wilaya d'Ouargla et le reste aux trois autres issus de la wilaya d'El-Menea. Les promoteurs ont reçu leurs documents et décisions

après avoir pris connaissance des superficies qui leur ont été délimitées et attribuées par l'ODAS et les ont approuvées. Intervenant à cette occasion, la directrice de l'organisation et de la planification foncière au MADR a indiqué que cette mesure "vise l'impulsion de l'investissement, structurant, dans les cultures industrielles stratégiques, notamment la céréalière, la maïsiculture, la betterave sucrière et les plantes oléagineuses, en vue de contribuer à la réduction de la facture d'importation de ces produits".

Elle a aussi pour objectif la consolidation de la numérisation que le gouvernement entend généraliser au niveau des institutions gouvernementales, dont l'examen et l'approbation des dossiers des promoteurs bénéficiaires via la plateforme de l'ODAS en sont une preuve de la concrétisation de cette démarche sur le terrain.

L'opération de remise des documents, décisions d'éligibilité et procès-verbaux (PV), intervient en application des ins-

tructions du MADR et dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2024 du secteur de l'agriculture, a ajouté Mme.

Touami.

La même responsable a fait part de la mise en œuvre de la plateforme de l'ODAS d'une superficie globale de 136.000 hectares, répartis sur sept (7) périmètres délimités au niveau des wilayas d'Ouargla, El-Menea, Timimoun, Adrar et Illizi, à la disposition des promoteurs à des fins d'exploitation.

Cette opération est la première du genre depuis la mise en place en mars dernier (2021) de l'ODAS qui a assuré, en une durée ne dépassant pas un mois, l'examen d'une centaine de dossiers de promoteurs postulants, a fait savoir la représentante du MADR.

La directrice de l'organisation et de planification au MADR a mis l'accent, en outre, sur l'importance de l'encouragement des projets autofinancés, à l'instar de ce qui se fait dans plusieurs pays.

DETTES DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 216 dossiers supplémentaires acceptés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat "ANADE" (ex ANSEJ) a donné son accord pour la prise en charge de 216 dossiers supplémentaires pour rembourser les dettes des entreprises en difficulté, a indiqué un communiqué du ministère délégué chargé des Micro-entreprises, qui a affirmé que l'opération se poursuivra jusqu'à la fin de l'étude de toutes les demandes.

"En application des axes de la nouvelle stratégie adoptée pour redynamiser le dispositif de l'ANADE, ainsi que pour

prendre en charge les micro-entreprises en difficulté en remboursant leurs dettes ou en relançant leurs activités, selon chaque cas, a été tenue la neuvième session de travail du Comité de garantie composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédit jeune promoteur accordés aux porteurs de projets et à l'agence ANADE".

Au cours de la réunion, tenue au siège de l'agence, "500 dossiers déposés par les représentants des banques ont été étudiés, dont 216 acceptés pour remboursement, pour

un montant de plus de 33 milliards de centimes".

Par ailleurs, l'examen de 272 dossiers a été reporté du fait que les entreprises sont en état d'activité, et ce pour leur apporter l'accompagnement nécessaire par l'ANADE en rééchelonnant leurs dettes et en leur accordant des plans de charges pour relancer leur activité à travers les accords signés.

La situation de 08 dossiers a été définitivement régularisée par les propriétaires de micro-entreprises qui ont remboursé leurs dettes auprès

des banques et de l'agence, selon la même source, qui a indiqué que 4 dossiers ont été renvoyés aux banques, car ne répondant pas aux conditions d'indemnisation.

Ainsi, le nombre total de mini-entreprises en difficulté dont les dossiers ont été étudiés au cours des sessions a atteint 4.515 dossiers, selon le communiqué, qui a affirmé que d'autres sessions seront programmées chaque semaine et pas moins de 500 dossiers examinés à chaque session.

PÉTROLE

Le Brent progresse à 72,44 dollars

Les cours du pétrole évoluaient à de nouveaux sommets mercredi avant la publication par l'EIA de stocks de pétrole brut attendus en baisse aux Etats-Unis, signal d'une demande qui repart chez le premier consommateur de brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 72,44 dollars à Londres, en hausse de 0,30% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet engrangeait 0,27% à 70,24 dollars. Le Brent et le WTI ont atteint 72,83 dollars et 70,62 dollars en cours de séance asiatique, une première depuis respectivement mai 2019 et octobre 2018. Les prix du pétrole "poursuivent leur progression grâce aux signaux indiquant une augmentation de la demande" de brut, estime Richard Hunter, analyste. "Le trafic



roulier reprend dans les économies développées en raison de l'assouplissement des restrictions et l'on s'attend à ce que la saison estivale de conduite traditionnelle aux Etats-Unis soit plus forte que d'habi-

tude, par effet de compensation", ajoute le même analyste.

Après une baisse plus forte qu'attendu des stocks de brut aux Etats-Unis jeudi dernier, les investisseurs en attente de confirmation et surveilleront plus tard dans la journée les données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API) a indiqué que les stocks avaient baissé de 2,1 millions de barils dans la semaine passée.

BOURSES

Les marchés patientent avant l'inflation américaine et la BCE

Les marchés boursiers prolongeaient leur attentisme mercredi, patientant sans faire de zèle avant la publication des prix américains à la consommation et la réunion de la Banque centrale européenne jeudi.

Vers 9H45 (08H45 GMT), les indices européens traînaient des pieds: Paris évoluait à ses niveaux de la veille (+0,09%), Francfort cédait 0,18%, Londres 0,55% et Milan 0,4%. Les places asiatiques ont également évolué diversement et sans tendance marquée: Tokyo a fini mercredi en petit repli de 0,35%, Hong Kong a cédé 0,13% et Shanghai a pris 0,32%.

Depuis le début de la semaine, les investisseurs limitent l'amplitude des prises de risque en vue de ces deux rendez-vous.

Les indices boursiers maintiennent toutefois leur trajectoire haussière en dépit des tensions inflationnistes, soutenues par les mesures de relance budgétaire,

la politique monétaire accommodante et le rebond économique.

La plupart des intervenants de marché ne s'attendent à aucun changement de politique monétaire immédiat en zone euro mais s'interrogent toutefois sur la durabilité de ce soutien monétaire dans un contexte de montée des prix.

La reprise économique a fait apparaître d'importantes perturbations du côté de l'offre, qui ont engendré un écart entre l'offre et la demande et fait progresser le niveau des prix.

Si les banques centrales estiment que l'inflation restera temporaire, les investisseurs restent de leur côté très attentifs aux facteurs potentiels d'une inflation persistante, notamment les salaires américains. Des statistiques de l'inflation en Chine alimentaient aussi les craintes de hausse des prix dans le monde. Les marchés attendent ainsi nerveusement d'autres éléments d'information avec la publi-

cation de l'indice des prix à la consommation pour mai aux Etats-Unis, une donnée cruciale avant une réunion monétaire de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine.

Par ailleurs, le pétrole poursuivait sa course en avant sans pour autant inquiéter le marché des emprunts souverains. Le taux américain à dix ans descendait à 1,51% mercredi contre 1,53% la veille, après avoir dépassé 1,77% fin mars.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août prenait 0,62% à 72,66 dollars au plus haut en plus de deux ans.

Le baril de WTI pour le mois de juillet, qui se négocie au New York Mercantile Exchange (NYMEX), restait installé au-dessus des 70 dollars, seuil atteint la veille.

De son côté, l'euro montait de 0,12% face au billet vert, à 1,2185 dollar vers 08H30 GMT.

CONFLIT SUR L'ACIER

L'UE appelle les Etats-Unis à "passer de la parole aux actes"

Il revient maintenant aux Etats-Unis de "passer de la parole aux actes" pour résoudre le conflit commercial avec l'UE sur l'acier et l'aluminium qui empoisonne les relations bilatérales, a déclaré mercredi le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis.

L'UE a renoncé à relever au 1er juin les taxes qu'elle impose sur divers produits américains, en réponse à des droits de douane décidés par l'ex-président américain Donald Trump sur l'acier et l'aluminium européens.

"Nous avons envoyé un

signal clair aux Etats-Unis quant à notre volonté de résoudre cette question de manière juste et équilibrée, en suspendant le doublement automatique de nos contre-mesures légitimes", a rappelé M. Dombrovskis devant le Parlement européen à Strasbourg.

"C'est maintenant aux Etats-Unis de passer de la parole aux actes", a-t-il lancé, à six jours d'une rencontre à Bruxelles entre le nouveau locataire de la Maison Blanche, Joe Biden, et les deux têtes de l'UE, Charles Michel et Ursula von der Leyen. "Pour

établir la confiance, nous devons désamorcer et résoudre les différends commerciaux entre l'UE et les Etats-Unis.

Nous voulons faire des progrès décisifs pour résoudre nos différends bilatéraux", a estimé Valdis Dombrovskis, évoquant aussi le conflit sur les subventions accordées aux constructeurs aéronautiques Airbus et Boeing. Les Etats-Unis imposent depuis juin 2018 des taxes de 25% sur les importations européennes d'acier et de 10% sur celles d'aluminium.

L'UE a répliqué en taxant les motos comme les Harley-

Davidson, les jeans (dont les Levi's), ou encore le tabac, le maïs, le riz ou le jus d'orange en provenance des Etats-Unis.

Bruxelles et Washington avaient annoncé en mai des discussions pour "résoudre le problème" des surcapacités mondiales d'acier et d'aluminium, afin de lever à terme leurs taxes punitives respectives.

L'UE cherche aujourd'hui à obtenir un engagement des Etats-Unis à régler ce conflit avant décembre, selon un projet de conclusions du sommet UE/Etats-Unis du 15 juin.

INDE

La BM revoit à la baisse ses prévisions de croissance en 2021

La Banque mondiale (BM) a abaissé la projection de croissance économique de l'Inde au titre de l'exercice 2021-2022 à 8,3 %, contre une estimation précédente de 10,1%. Dans son rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale, la BM a noté que la reprise économique de l'Inde serait entravée par la vague virulente de Covid-19 qui a frappé récemment le pays. Cependant, l'Inde devrait tirer profit d'un soutien politique, notamment

des dépenses publiques plus élevées portant sur les infrastructures, le développement rural et la santé, et une reprise plus forte que prévu du secteur des services et de fabrication. En 2020, l'économie indienne s'est contractée de 7,3% tandis qu'en 2019, elle a enregistré un taux de croissance de 4%. Pour sa part, la Banque centrale indienne table sur une croissance de l'économie de 9,5% au titre de l'exercice 2021-2022. Lors d'une réunion

du Comité de politique monétaire de la Banque (MPC), tenue récemment, il a également été décidé de maintenir inchangé le taux directeur de la Banque à un niveau record de 4% pour la sixième fois consécutive. Selon des experts économiques, la baisse significative de cas de Covid-19 ces dernières semaines nourrit l'espoir d'une reprise économique à même de panser les plaies de la cinquième puissance économique mondiale.

INVESTISSEMENTS

Les entreprises européennes augmentent leurs investissements en Chine après la COVID-19

Les entreprises européennes ont réalisé des bénéfices plus élevés en Chine que dans d'autres parties du monde et sont en train d'augmenter leurs investissements dans ce pays après sa reprise rapide de la pandémie de nouveau coronavirus l'an dernier, selon l'agence Bloomberg.

La proportion d'entreprises européennes prévoyant d'étendre leurs opérations en Chine est passée à près de 60% en 2021 contre 51% l'an passé, a-t-elle rapporté mardi en citant une enquête de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC).

Environ la moitié des 585 entreprises interrogées ont déclaré des bénéfices plus élevés en Chine que leur moyenne mondiale, alors que ce chiffre était de 38% en 2020.

De plus, 73% des sondés ont déclaré un bénéfice l'an dernier, tandis que 14% ont fait état d'un équilibre.

Ces chiffres étaient à peu près au même niveau que les années précédentes malgré la perturbation provoquée par la pandémie, ce qui reflète la reprise rapide de l'économie chinoise, a observé Bloomberg.

"La résilience du marché chinois a constitué un refuge bienvenu pour les entreprises européennes au milieu de la tempête pandémique", selon elle.

Dans le même temps, un quart des entreprises interrogées "externalisent" leurs chaînes d'approvisionnement en Chine, d'après la dépêche.

"L'essentiel est de développer la chaîne d'approvisionnement autant que possible pour fournir ce dont le marché a besoin ici", a ainsi expliqué Charlotte Roule, vice-présidente de l'EUCCC, citée par Bloomberg.

ZONE EURO

Le PIB s'est contracté de 0,3 % au premier trimestre (Eurostat)

Le produit intérieur brut (PIB) corrigé des variations saisonnières a baissé de 0,3% dans la zone euro et de 0,1% dans l'Union européenne au premier trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent, selon l'office européen des statistiques (Eurostat).

La zone euro de 19 membres a enregistré une croissance négative de 1,3% d'une année sur l'autre, tandis que l'économie de l'Union européenne de 27 membres a chuté de 1,2% par rapport au premier trimestre de l'année dernière.

C'est la deuxième saison consécutive de récession économique après une baisse de 0,6% dans la zone euro et de 0,4% dans l'Union au quatrième trimestre 2020, qui a suivi un fort rebond au troisième trimestre.

Comparativement, au premier trimestre de cette année, le PIB des Etats-Unis a augmenté de 1,6% par rapport au trimestre précédent et de 0,4% d'une année sur l'autre, tandis que le PIB de la Chine pour la même période a augmenté de 0,6% par rapport au quatrième trimestre 2020 et de 18,3% d'une année sur l'autre.

La reprise plus lente en Europe s'explique par la troisième vague de pandémie de Covid-19 qui a frappé le continent début 2021, avec l'arrivée de nouveaux variants inquiétants, et les confinements qui s'en sont suivis.

"La zone euro a traversé sa deuxième récession technique pendant la pandémie", a souligné Bert Collijn, économiste senior pour la zone euro chez ING.

"La vue sur l'économie de la zone euro est assez mauvaise pour le moment par rapport aux Etats-Unis avec une autre récession technique, des vaccinations à la traîne, des réouvertures plus tardives et un soutien budgétaire plus faible pour 2021", a expliqué l'économiste, qui s'est toutefois dit optimiste pour le reste de l'année, notant que lorsque les économies rouvriront, la demande sera élevée, conduisant à un "fort rebond".

TIZI-OUZOU

La police à pied d'œuvre pour préserver la santé publique et l'environnement

La police d'urbanisme et de protection de l'environnement de la sûreté de Wilaya de Tizi-Ouzou, intensifie ses contrôles sur le terrain, notamment durant cette période de fortes températures, afin de préserver la santé publique, en veillant sur la préservation de l'environnement, a-t-on appris, mardi, auprès de cette Institution sécuritaire.

Selon la chargée de communication de la sûreté de wilaya, la commissaire principale de police, Djamila Temmar, la brigade de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement multiplie les sorties sur le terrain pour s'assurer du respect des règles régissant l'urbanisme et des lois portant protection de l'environnement afin d'assurer aux citoyens, un cadre de vie sain.

Cette Brigade avait déjà renforcé ses actions sur le terrain depuis l'apparition de la pandémie de la Covid-19, a observé cette même responsable, qui a souligné que l'action pédagogique de sensibilisation sur les risques induits par le non-respect de la réglementation en matière d'urbanisme et de protection de l'environnement, aussi bien sur la santé publique qu'en terme de poursuites judiciaires encouru par le contrevenants, ont été aussi intensifiées.

Au titre des activités de contrôle, la police d'urbanisme et de protection de l'environnement a traité durant la période allant du 1er janvier au 31 mai dernier un total de 52 affaires dont 22 liées aux infractions aux règles d'urbanisme, 7 dans le cadre de la protection de l'environnement et 23 liées à l'hygiène et santé publique, a-t-on appris de même source.

La commissaire principale de police a expliqué que sur les 7 affaires liées au non respect de la législation relative à la protection de l'environnement, six sont relatives au jet et à l'abandon anarchique des ordures ménagères et au refus d'utilisation du système de gestion des déchets mis en place par les institutions compétentes.

Une affaire porte sur le dépôt de déchets spéciaux ou dangereux avec ceux ménagers.

La même brigade a également traité durant la même période, 8 affaires liées au non respect, par des commerçants, des normes d'hygiène et de santé publique, 2 cas d'abattage clandestin et quatre autres d'entreposage et diversement, sur la voie publique, d'eaux usées, de déchets et autres matériaux, qui génèrent des émanations de mauvaises odeurs et causant des désagréments aux citoyens.

La brigade de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a traité en outre, 8 affaires d'obstruction de la voie et espace publics par l'entreposage de matériaux (carcasses de véhicules, matériaux de construction et autres objets) qui bloquent la circulation ou la rendent difficile et un cas d'exploitations des produits forestiers et leur transport sans autorisation.

Certains des contrevenants impliqués dans ces infractions ont été mis en demeure, d'autres présentés au Parquet et des rapports concernant les autres infractions ont été transmis aux autorités compétentes, a souligné la commissaire principale Temmar.

Elle a précisé que pour préserver la santé publique et garantir un cadre de vie sain aux citoyens, le travail de contrôle et de sensibilisation sera encore renforcé durant la saison estivale.

AÏN TÉMOUCHENT

Raccordement de plus de 400 foyers aux réseaux de gaz et d'électricité

Pas moins de 312 foyers de la localité "Aissaoui Bouziane" relevant de la commune de Hassi El Ghella ont été raccordés mardi au réseau de gaz de ville alors que 100 autres ont bénéficié d'une opération de raccordement au réseau d'électricité au village Siga situé dans la commune de Oulhaça, selon la Direction de l'Energie de la wilaya d'Aïn Témouchent.

La directrice locale de l'Energie, Rachida Melhani a, à ce titre précisé que le branchement de 100 foyers au réseau d'électricité du village Siga, financé par la Caisse de solidarité

et de garantie des collectivités locales constitue la dernière opération d'un programme visant le raccordement de près de 1.062 foyers à travers de 16 zones d'ombre dans la wilaya.

Le wali d'Aïn Témouchent, M'hamed Moumen a présidé la cérémonie de mise en service du projet de raccordement au gaz de ville de 312 foyers à Aissaoui Bouziane, une localité classée zone d'ombre dans le cadre d'un programme comprenant 6.121 familles à travers 22 regroupements d'habitats, classés zones d'ombre, selon le même responsable.

Par ailleurs, les villages de Beni Ghenam et

ENVIRONNEMENT - ORNITHOLOGIE

Près de 1.930 oiseaux aquatiques recensés dans les zones humides d'Ouargla et Touggourt

Pas moins de 1.929 oiseaux aquatiques ont été recensés durant le mois de mai dernier par les ornithologues dans les zones humides et plans d'eau des wilayas d'Ouargla et Touggourt, a-t-on appris mercredi auprès de la Conservation des forêts de Touggourt.

Inscrite au titre des activités des ornithologues menées dans le cadre de la journée mondiale des oiseaux migrateurs, l'opération, ciblant les oiseaux nidifiant dans la région, a permis de répertorier différentes espèces avifaunes, à leur tête le Flamant rose (752 individus), le Tadorne Casarca (700), l'échasse blanche (305), ainsi que d'autres espèces, a précisé à l'APS le responsable du secteur des forêts de Touggourt, Nedjla Adhamou. Les plans d'eau et zones humides à travers le territoire des wilayas



d'Ouargla et Touggourt constituent, en cette période de l'année, des lieux de prédilection et des sites de nidification pour les oiseaux migrant d'Europe vers l'Afrique, a-t-elle expliqué.

Selon Mme Adhamou, ce recensement enrichira la base de données et de suivi du secteur des Forêts, et permettra l'identification des effectifs et espèces avifaunes en mouvement dans la région, la définition des facteurs climatiques de chaque région et les voies de protection de cette richesse avifaune.

CONSTANTINE

230 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à Ain Smara et El Khroub

Au total, 230 foyers situés dans deux zones d'ombre relevant des communes de Ain Smara et El Khroub (wilaya de Constantine) ont été raccordés, mardi, au réseau de gaz naturel.

Ce raccordement qui s'inscrit dans le cadre du parachèvement du programme de développement de 200 zones d'ombre de la wilaya a été présidé par le wali, Ahmed Abdelhafid Saci, en présence des responsables et cadres locaux.

La première opération a permis de raccorder au réseau de gaz 110 foyers du village de Bouchabaâ, dans la commune d'Ain Smara, tandis que la seconde a ciblé 120 foyers de la ferme Brahmia à El Meridj, dans la commune d'El Khroub.

Selon les explications des responsables de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la circonscription administrative Ali Mendjeli, le raccordement au réseau de gaz du village Bouchabaâ a nécessité un montant de 9,21 millions DA pour les travaux de pose de 2,47 km de conduites pour une durée de 60 jours. Le raccordement de la ferme Brahmia a mobilisé 6,72 millions DA et nécessité la pose de 2,75 km de conduites pour un délai de 50 jours, a-t-on fait savoir. Le chef de l'exécutif local a écouté, à l'occasion, les diverses préoccupations des habitants de Bouchabaâ et ceux de la ferme Brahmia, relatives au logement rural notamment, et leur a assuré que les

efforts de l'Etat seront maintenus et que "la prise en charge de leurs préoccupations se fera progressivement".

La zone d'ombre de Bouchabaâ avait bénéficié auparavant de travaux d'installation des réseaux d'alimentation en eau potable, d'électricité et d'assainissement, leur permettant ainsi d'occuper leurs habitations rurales réalisées dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, en attendant la réalisation des travaux d'aménagement extérieur.

Le wali a inspecté aussi le projet de renouvellement du réseau d'assainissement de la ferme Brahmia financé, sur le budget complémentaire de la wilaya de l'exercice 2021.

ELECTRICITÉ

Plus de 190 postes transformateurs et 500 km de réseau entretenus à Bouira

Au total, 193 postes transformateurs et 500 kilomètres de réseau électrique ont fait l'objet d'une vaste opération d'entretien lancée depuis janvier dernier à Bouira, selon les détails fournis mardi par les services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

"Depuis le début de cette opération en janvier jusqu'à la fin mai dernier, les services de nos différents districts ont entretenu 193 postes transformateurs et 500 km de réseau électrique issus de 15 départs électrique de moyenne tension (30 kv)", a précisé la chargée de communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz de Bouira, Widad Benyoucef.

"Nos services ont accentué leurs efforts pour garantir aux

clients une meilleure desserte de l'alimentation en électricité, notamment en prévision de l'été 2021", a-t-elle expliqué.

Selon les explications données par la même responsable, l'opération d'entretien porte sur la mutualisation des moyens et ressources de plusieurs districts qui peuvent être renforcés par l'équipe des travaux sous tension (TST) ou autres, pour réaliser un ensemble d'actions d'entretien du réseau électrique, dans des délais limités.

"L'opération d'entretien qui revêt un caractère préventif, a pour objectif de remédier aux points faibles du réseau électrique", a-t-elle souligné.

Les travaux d'entretien ont couvert plusieurs régions comme Haizer, Taghzout, Chorfa, Ouled Rached, Ath

Laqsar, Takerboust, Djebahia, Bouderbala, Dirah, El Hadjra Zerga et El-Adjiba, a-t-elle fait savoir.

"L'opération a touché, entre autres, les quartiers de 140 logements, Amar khoudja, Ouled belil, Ouled Bouchia ainsi que le centre-ville et la périphérie nord de Bouira.

Les localités de Toghza, Beni Hamdoune, Bahallil et une partie de Raffour, ainsi que la zone industrielle d'Aomar et les stations de pompage 2 et 3 ont aussi été touchées par ces travaux d'entretien", a précisé la même source.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité et la continuité de service, la direction de distribution a, en outre, renforcé son réseau électrique en réalisant 21 postes transfor-

mateurs supplémentaires sur un total de 22 unités programmées.

"Un autre poste est en cours de réalisation et les travaux seront achevés dans les prochains jours", a-t-on indiqué de même source, soulignant que "103 km de lignes électriques de basse et moyenne tension, ont été réalisées sur un total prévu de plus de 113 km", a-t-on détaillé.

La même responsable a rappelé, par ailleurs, que la longueur du réseau électrique à travers tout le territoire de la wilaya de Bouira est de 7900 km, dont 4900 km en basse tension et 3000 km en moyenne tension.

Ce réseau est alimenté à partir de 05 postes sources 60/30 KV pour une capacité de 420 MVA (Mégavolt ampère).

ENVIRONNEMENT

Le Parlement européen approuve une résolution pour préserver la biodiversité

Les députés européens ont approuvé mercredi à une large majorité une résolution réclamant à l'Union Européenne (UE) des objectifs contraignants à l'horizon 2030 pour préserver la biodiversité du continent, notamment en protégeant 30% des zones terrestre et maritimes.

Déplorant que l'UE n'ait pas atteint ses objectifs en la matière pour 2020, le Parlement européen demande des mesures précises sur les principaux facteurs de changements: utilisation des terres, écologie en ville, pollution, espèces exotiques envahissantes...

Dans leur résolution, adoptée par 515 voix (90 voix contre et 86 abstentions), les eurodéputés estiment qu'il faut mobiliser au moins 20 milliards d'euros par an pour les actions en faveur de la biodiversité. Principale exigence: à l'unisson de la Commission européenne, les parlementaires veulent qu'au moins 30% des zones terrestres et maritimes soient protégées d'ici 2030, et qu'au moins un tiers de ces zones, dont les rares forêts primaires encore présentes, soient "encore plus



strictement" protégées.

En outre, pour les espèces et habitats qui ne sont pas actuellement dans un état de conservation "favorable", au moins un tiers devraient "atteindre cet objectif ou être sur la bonne voie" d'ici 2030,

insistent-ils. A quelques mois d'une ambitieuse conférence des Nations unies à Kunming (Chine), "nous demandons une législation de l'UE en matière de biodiversité similaire à la loi climatique, qui établirait un cadre jusqu'en

2050", souligne le rapporteur du texte, l'élu espagnol César Luena (sociaux-démocrates), cité par des médias.

"Bien que non contraignante, cette résolution envoie un signal important à la Commission et aux Etats membres pour éviter les pires conséquences de la perte de biodiversité (...). Il faut une obligation juridique pour tous les Etats, les mécanismes volontaires ne fonctionnent pas", a réagi l'ONG WWF.

"Mais tout ceci devra être réalisé avec (...) nos agriculteurs, pêcheurs, exploitants de forêts et les filières qui en découlent.

Ils doivent être soutenus, accompagnés et indemnisés si leur activité est impactée.

C'est une condition sine qua non", a néanmoins prévenu l'eurodéputé Agnès Evren (PPE, droite).

AFRIQUE - FAMINE

L'UE promet une aide de 250 millions pour lutter contre la famine

L'Union européenne va accorder une aide humanitaire de 250 millions d'euros pour "lutter contre la faim" en Afrique, en Afghanistan et au Venezuela, a annoncé mercredi la présidente de la Commission européenne avant le sommet du G7.

Cette contribution répond à un appel des Nations unies et doit renforcer le système alimentaire mondial, a expliqué Ursula von der Leyen au cours de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg. 50 millions d'euros seront

destinés aux pays du Sahel et d'Afrique de l'Est sérieusement affectés par les conséquences du changement climatique, a-t-elle précisé. Les fonds proviennent du budget de l'Union et seront alloués aux pays confrontés à une grave insécurité alimentaire, la pandémie de Covid-19 ayant entraîné une augmentation des besoins humanitaires.

L'annonce est faite avant la réunion des dirigeants des sept principales économies industrialisées (G7) organisée

samedi en Grande-Bretagne, alors que le Premier ministre britannique Boris Johnson, hôte du sommet, fait l'objet de vives critiques après l'annonce de son projet de réduire le budget consacré par le Royaume-Uni à l'aide au développement.

En mars, les Nations unies ont prévenu que la famine menaçait 34 millions de personnes dans le monde et que le nombre de cas de famine aiguë allait augmenter dans plus de 20 pays.

RD CONGO

Eruption du Volcan Nyiragongo : la première vague de déplacés regagne la cité de Sake

Des déplacés qui avaient fui l'éruption du volcan Nyiragongo en République démocratique du Congo (RDC) commencent à regagner leurs habitations, et la première vague est arrivée mardi dans la cité de Sake dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, ont rapporté des médias locaux.

Lors de son séjour à Goma, le Premier ministre Sama Lukonde avait annoncé le retour progressif des déplacés ayant trouvé refuge dans d'autres villes de la RDC, ou en dehors du pays. Pour faciliter

le retour des déplacés, le gouvernement provincial du Nord-Kivu a mobilisé 33 bus et 5 camions pour la première étape de cette opération qui a ciblé le site de Sake, rapporte la radio de l'ONU en RDC (Okpai). C'est à 9 heures locales ces bus et camions sont partis du stade de l'unité de Goma en direction de Sake.

Environ 20 000 déplacés de l'éruption volcanique de Nyiragongo attendent pour regagner Goma.

"Sur cette population qui était estimée à 35 000 déplacés, certains sont déjà rentrés.

Il reste probablement 20 à 25 000. Nous avons mobilisé 5 camions, et les bus pour la population.

Nous avons même prévu un bus pour les personnes à mobilité réduite", a fait savoir le vice-gouverneur, le commissaire divisionnaire, Romy Ekuka Lipopo, qui supervise l'opération de retour des déplacés.

Il a ajouté que des dispositions sont prises pour que chaque ménage reçoive une assistance de subsistance à son retour : Les humanitaires estimaient à plus de 400 000,

les personnes qui s'étaient déplacées à la suite de l'éruption du 22 mai dernier.

Plus de 160 000 étaient déjà revenues spontanément.

Après l'étape de Sake, cette opération va se poursuivre sur les axes Bukavu, Rutshuru-Butembo, et axe Rwanda.

La priorité est accordée aux déplacés dont les maisons n'avaient pas été détruites par la coulée des laves.

Les sinistrés devraient attendre un plan de continuité mis en œuvre par de l'Etat congolais.

PANDÉMIE - LOISIRS

La pandémie bouscule le classement des villes les plus agréables au monde

La pandémie a bousculé le classement des villes où il fait bon vivre, avec les métropoles européennes en chute et l'Australie, le Japon ou la Nouvelle-Zélande en tête grâce à leurs mesures rapides face au Covid-19, d'après une étude.

Auckland culmine en tête de l'étude annuelle de l'hebdomadaire The Economist sur les villes où il fait bon vivre, selon l'édition 2021 parue mercredi, suivie par Osaka au Japon, Adelaide (Australie), Tokyo et Wellington (Nouvelle-Zélande).

"Auckland s'est hissée en haut du clas-

sement grâce à son approche réussie pour contenir la pandémie de Covid-19, qui a permis à la société de rester ouverte et à la ville d'avoir une meilleure performance en termes d'enseignement, culture et environnement", souligne le communiqué de presse accompagnant l'étude.

A l'inverse, "les villes européennes ont eu une performance particulièrement médiocre dans l'édition de cette année.

Vienne, auparavant jugée la ville la plus agréable entre 2018 et 2020, est descendue à la 12ème place tandis que Hambourg, en Allemagne, a dégringolé

de 34 places à la 47ème. L'étude mentionne le "stress sur les ressources hospitalières qui ont augmenté pour la plupart des villes allemandes et françaises" et "les restrictions aux mouvements et aux rassemblements qui ont limité l'offre culturelle".

L'ascension la plus marquante a été enregistrée par Honolulu, à Hawaï aux Etats-Unis (14ème du classement, +46 places) "grâce à de gros progrès dans la façon de contenir la pandémie et de déployer le programme de vaccination".

Damas reste la ville où la vie est la plus difficile à cause de la guerre civile.

HAÏTI

La violence des gangs alimente un exode de la capitale haïtienne

Plusieurs milliers d'Haïtiens ont fui leur domicile depuis le début de l'année face aux affrontements entre gangs dans Port-au-Prince, s'inquiètent des acteurs humanitaires qui redoutent une aggravation des tensions au cours des prochains mois.

"Est-ce qu'il y aura une accélération de ces violences qui vont entraîner encore plus de déplacements dans les prochaines semaines ou les prochains mois ? C'est la plus grande question", s'interroge Bruno Lemarquis, coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU en Haïti.

Près de 10.000 habitants des quartiers défavorisés de la capitale ont dû quitter leurs logements en raison de violences ou d'incendies, selon un recensement des agences des Nations Unies. Théâtre d'affrontements récents, le quartier de Martissant s'est, depuis une semaine, vidé d'une partie de sa population, partie se réfugier notamment dans la commune voisine de Carrefour. Des vidéos publiées par des riverains sur les réseaux sociaux ont montré des dizaines de personnes sortant précipitamment de ce quartier où résonnaient des rafales d'armes automatiques. "Sont logés aujourd'hui au gymnasium d u centre sportif de Carrefour 1.120 personnes dont 450 enfants et près de 600 femmes et filles qui vivent dans des conditions extrêmement précaires", a détaillé mardi Bruno Maes, représentant de l'Unicef en Haïti. "Près de 100 de ces ménages ont vu leurs maisons incendiées volontairement. Ils ont à peine eu le temps de partir et de prendre quelques affaires, parfois pas même leurs chaussures", ajoute-t-il. "Ces 1.120 (personnes, NLD) ne sont que la pointe de l'iceberg", estime Bruno Maes, affirmant que "des milliers d'autres déplacés" ont trouvé refuge ailleurs.

L'aide humanitaire provenant de Port-au-Prince a dû être transportée par hélicoptère vers la ville voisine, car des gangs contrôlent la route nationale qui traverse le quartier de Martissant sur deux kilomètres. "Les enfants sont exposés aux maladies. Ils ont déjà perdu une semaine de jours de classe et ceux d'entre eux qui devaient tenir leurs examens de fin d'année cette semaine ne seront pas en mesure de le faire", déplore Bruno Maes. Pourtant situé à quelques centaines de mètres du palais présidentiel, le quartier de Martissant est largement contrôlé par des bandes armées. Aucun bilan officiel de ces récentes violences n'a été établi mais dès dimanche, dans un communiqué, l'ONU a évoqué "de nombreux morts et blessés".

RUSSIE

Trois patients meurent suite à un incendie dans un hôpital

Trois patients d'un hôpital russe sont morts lors d'un incendie dans la nuit de mardi à mercredi, ont annoncé les autorités, un respirateur artificiel étant suspecté d'être à l'origine du drame. Selon le Comité d'enquête de Riazan, au sud-est de Moscou, le feu s'est déclaré à 03H30 locales (00H30 GMT) dans le service de réanimation d'un établissement public de cette ville de 500.000 habitants. "A la suite de l'incendie, trois personnes sont décédées. Sept personnes présentant des signes d'intoxication et des brûlures ont été hospitalisées", a indiqué le Comité d'enquête dans un communiqué, repris par des médias. L'organisme a ouvert une enquête pour "négligence ayant entraîné la mort", précisant que la cause de l'incendie n'était pas encore connue. Le gouverneur de la région de Riazan, Nikolai Lioubimov, a cependant indiqué à la télévision publique qu'un respirateur artificiel avait pris feu. "Dans l'une des chambres de l'unité de soins intensifs, il y avait un patient dans un état grave, sous ventilateur (...). Apparemment, le ventilateur a pris feu", a-t-il déclaré, cité par les agences de presse russes. Les trois personnes décédées étaient des patients, a-t-il ajouté. Selon la chaîne Rossiya 24, le blessé le plus grave est une infirmière brûlée sur 70% du corps.

L'incendie s'est déclaré dans une unité réservée aux malades du nouveau coronavirus, précise la chaîne.

TIZI-OUZOU Près de 400 millions de DA pour la réhabilitation des structures de santé de proximité

Une enveloppe de près de 400 millions de DA a été accordée à la wilaya de Tizi-Ouzou pour la réhabilitation des structures de santé de proximité, a indiqué mardi le directeur local de la santé et de la population (DSP), Mohamed Mokhtari.

Ce montant mobilisé au titre de deux programmes notifiés à la wilaya en 2019 et 2020, permettra de réaliser des travaux de réhabilitation de la majorité de structures extra-hospitalières de la wilaya par le lancement de travaux d'urgence (étanchéité, réaménagement, peinture), a-t-il expliqué à l'APS.

"Ces deux programmes visent à harmoniser nos structures de santé et de les humaniser", a précisé M. Mokhtari, qui a souligné que les travaux à réaliser ont été arrêtés, par ordre de priorité en concertation avec les concernés.

Le wali, Mahmoud Djamaa, qui a inspecté, lundi, la polyclinique de la commune d'Ait Oumalou lors d'une visite de travail dans la daïra de Tizi-Rached, a révélé à la presse, que "ce programme de réhabilitation des structures extra-hospitalières a été confié à la direction des équipements publics et les entreprises réalisatrices seront installées dans les prochains mois, pour entamer les travaux de réhabilitation".

Outre ces opérations de réaménagement, le volet équipement a été aussi pris en charge dans le cadre de ces deux programmes a fait savoir le wali qui a expliqué que "les besoins exprimés en la matière seront pris en charge graduellement".

Les moyens humains seront aussi renforcés, a-t-il dit en signalant que "des concours de recrutement sont lancés par la DSP pour la mise en place de permanences au niveau des polycliniques et afin de médicaliser progressivement les salles de soins pour avoir, au moins, un médecin par structure".

Lors de cette même sortie de travail, le chef de l'exécutif local, a inspecté des structures relevant du secteur de la jeunesse et des sports, dont l'aire de jeux de Sidi Yakoub, la salle de sport Afernakou et le foyer de jeune de la commune d'Ait Oumalou ainsi que l'aire de jeux du village Igouane à Tizi Rached.

Sollicité par des comités de villages pour l'achèvement de quelques structures ou pour un accompagnement financier pour des travaux de réhabilitation, d'aménagement, ou d'extension d'autres espaces de jeunesse dont certains ont été réalisés par les villageois sur fonds propres, M. Djamaa les a rassurés quant à la prise en charge de leur doléances.

Lors de ce même visite, le problème d'alimentation en eau potable et du manque de la ressource, a été soulevé par de citoyens.

Le wali a rappelé que Tizi-Ouzou a bénéficié d'un programme d'urgence pour la mobilisation de la ressource portant notamment sur le captage de 80 sources au niveau de la wilaya, pour un montant de 800 millions de DA. "Le cahier des charges concernant ce programme, est déposé à la commission des marchés et d'ici la fin de ce mois, les entreprises seront installées vers juillet prochain", a-t-il conclu.

TÉBESSA

Vaste campagne de vaccination contre la Covid-19 en dehors des établissements de santé

Une vaste campagne de vaccination contre la Covid-19 en dehors des établissements de santé a été lancée mardi dans plusieurs communes de la wilaya de Tébessa suscitant une affluente notable des citoyens, a-t-on constaté sur la Place de la Victoire, au chef-lieu de wilaya.

Plusieurs points de vaccination ont été ainsi créés dans les communes de Tébessa, Chréa et El-Aouinet pour

accueillir les citoyens désireux se faire administrer le vaccin Astra Zeneca sans être préalablement inscrits sur la plateforme numérique pour prendre rendez-vous.

L'initiative vise à élargir la vaccination aux personnes âgées de 18 ans et plus, a déclaré Imene Tartar, médecin à l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Tébessa, responsable de l'opé-

BILAN CORONAVIRUS

387 nouveaux cas, 243 guérisons et 7 décès

Trois cent quatre-vingt-sept (387) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 243 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 132034, dont 387 nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3,544 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 91894 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 27 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 11 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 26 autres ont connu moins de dix cas et 11 wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



VACCIN CONTRE LE COVID-19 L'Algérie a passé commande de 30 millions de doses de vaccin (Benbouzid)

Une commande d'acquisition de 30 millions de doses de vaccins anti-Covid-19 a été passée avec plusieurs fournisseurs dans le cadre d'un achat bilatéral, a affirmé le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr.

A b d e r r a h m a n e Benbouzid, dans un entretien paru mercredi dans le journal Liberté.

Le ministre de la Santé a précisé que deux commandes de 15 millions de doses chacune ont été passées "dans le cadre d'achat bilatéral", soit 30 millions de doses qui "nous seront livrés", a-t-il affirmé dans le même entretien.

Il a ajouté également que l'Algérie réceptionnera un quota de 700.000 unités de Sputnik V restant dans "le cadre du contrat de 1 million de doses signé



avec le partenaire russe".

Concernant le dispositif Covax, M. Benbouzid a tenu à souligner qu'il y aura encore des quantités de vaccin à réceptionner, affirmant qu'initialement un quota oscillant "entre 12 et 16 millions de doses dont beaucoup d'AstraZeneca"

était prévu. "Nous avons espoir qu'on obtiendra très rapidement les quotas promis".

On attend pour les prochains jours une cargaison de 1.4 millions de ns le cadre de Covax", a-t-il rassuré.

Evoquant la campagne

de vaccination de masse qui vient d'être lancée à travers le pays, Pr. Benbouzid a souligné que "pour réussir une opération de telle envergure, nous avons renforcé le dispositif mis en place au lendemain de la validation de la stratégie d'immunisation des Algériens contre le coronavirus".

Le ministre a ajouté que la vaccination "n'empêche pas la propagation du virus", mais "l'antidote est là pour empêcher les formes graves et les hospitalisations", considérant que si "on vaccine 60% de la population ce seront 17 millions d'Algériens concernés, alors que 70% représentent 20 millions d'Algériens".

Il a signalé que certains pays se satisfont du taux de 50% de la population globale.

ILLIZI

Lancement du projet d'hôpital de 120 lits au chef lieu de wilaya

Les travaux de réalisation d'un hôpital de 120 lits dans la commune d'Illizi viennent d'être lancés, après la levée du gel sur ce projet en vue de renforcer les structures de santé dans la région, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya.

Couvrant une superficie de 5,7 hectares à l'entrée de la ville d'Illizi, en proximité de la RN-3, ce projet, d'un coût de 2,3 milliards DA, renfermera 17 pavillons pour les diverses prestations sanitaires, à l'instar des urgences, la médecine

interne, le service d'anesthésie-réanimation, le laboratoire, la radiologie, l'imagerie médicale et autres, selon sa fiche technique.

Livrable dans un délai de trois (3) années, cet établissement hospitalier devrait renforcer et améliorer les prestations de santé mais aussi résorber le déficit accusé dans certaines prestations spécialisées, et à épargner les contraintes de déplacement vers des structures sanitaires hors-wilaya, a-t-on souligné.

Le wali d'Illizi Mustapha Aghamir a mis l'accent, lors du lancement du

projet, sur l'impact et l'importance de cette structure pour les habitants de cette wilaya frontalière, avant d'insister sur le respect de la qualité et des délais de réalisation.

Dans le cadre du renforcement des structures de santé, un hôpital de 60 lits devra être mis en service "dans les prochains jours" dans la commune d'In-Amenas, en sus du lancement d'un projet d'hôpital de même capacité dans la circonscription administrative de Debdeb, selon les services de la wilaya.

ration au niveau du chef-lieu de wilaya.

De son côté, le directeur de wilaya de la santé et de la population, Saïd Belaïd, a indiqué que le premier jour de cette opération a permis la vaccination de 509 personnes (230 à Chréa, 145 à Tébessa et 134 à El-Aouinet), assurant que l'opération se poursuivra pour toucher le plus grand nombre de citoyens en vue de préserver la santé publique. Le même responsable

a aussi, fait état d'une "augmentation" des cas de Covid-19 dans la wilaya et préconisé davantage de vigilance et de respect des mesures préventives, dont le port de masque de protection et la distanciation sociale.

De nombreux citoyens ont salué cette initiative en souhaitant sa généralisation à toutes les communes de la wilaya.

PANDEMI E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

La pandémie a fait 3.750.028 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait 3.750.028 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 173.909.210 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de mardi, 10.230 nouveaux décès et 367.184 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 2.378 nouveaux morts, l'Inde (2.219) et l'Argentine (721). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec



598.326 décès pour 33.393.238 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 476.792 morts et 17.037.129 cas, l'Inde avec 353.528 morts

(29.089.069 cas), le Mexique avec 229.100 morts (2.438.011 cas), et le Pérou avec 187.157 morts (1.987.933 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre

de morts par rapport à sa population, avec 568 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (309), la Bosnie (288), la République tchèque (282) et la Macédoine du Nord (262).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mercredi à 10H00 GMT 1.188.521 décès pour 34.223.454 cas, l'Europe 1.146.021 décès (53.366.408 cas), les Etats-Unis et le Canada 624.112 décès (34.788.251 cas), l'Asie 511.996 décès (37.748.608 cas), le Moyen-Orient 145.296 décès (8.784.128 cas), l'Afrique 132.978 décès (4.948.846 cas), et l'Océanie 1.104 décès (49.816 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ARGENTINE Plus de ressources pour financer sa stratégie de vaccination anti-covid

L'Argentine a obtenu un prêt de 75 millions de dollars de la Banque de développement d'Amérique Latine et prévoit d'obtenir de nouveaux financements de 1,7 milliard de dollars destinés à atténuer l'impact de la pandémie de coronavirus.

L'annonce a été faite par le président Alberto Fernandez lors d'un Forum international sur la "Géopolitique des vaccins : vers une stratégie de développement et de production argentine", qui a précisé que les 75 millions de dollars seront destinés au renforcement du plan stratégique de vaccination contre Covid dans son pays.

Le nouveau prêt, a ajouté le chef d'Etat argentin, permettra d'acquiescer davantage de vaccins pour faire face à la pandémie de coronavirus, de prendre en charge les dépenses liées à leur distribution et de renforcer les chaînes de production.

Pour mettre en œuvre les politiques d'atténuation de l'impact social et économique de la pandémie, le président Fernandez a ajouté que, sans contracter davantage de dettes, son pays négocie avec des "organismes de crédit internationaux afin de faciliter de nouvelles opérations et d'obtenir des ressources pour un montant de plus de 1,7 milliard de dollars".

L'Argentine avait annoncé la semaine dernière le lancement de la production localement du vaccin russe Sputnik et planifie la production d'autres vaccins destinés aux pays d'Amérique Latine. A ce sujet, le Président Fernandez a souligné que "la géopolitique des vaccins est le nouveau territoire où notre véritable souveraineté est en jeu, elle dévoile une carte du pouvoir mondial en proie aux abus, à la cupidité et à l'injustice, mais elle offre également un moyen de coopération pour déployer notre immense potentiel".

Il a à nouveau fait un plaidoyer pour la solidarité et l'échange de connaissances pour vaincre ensemble la pandémie.

"De cette catastrophe humanitaire mondiale, nous ne sortirons mieux que si nous comprenons que la solidarité n'est pas une option, mais une obligation", a-t-il dit. Pour lui, l'Argentine pourrait avoir une capacité de production de vaccins d'environ 40 millions de doses par mois grâce aux "normes de qualité élevées" de son industrie pharmaceutique dotée de 190 usines de production réparties sur l'ensemble du territoire. L'Argentine affronte une deuxième vague dévastatrice de coronavirus qui accumule, depuis plusieurs semaines, les records de décès et de contagions. Son plan de vaccination s'est accéléré ces derniers jours en dépit de critiques contre le gouvernement accusé de "négligence" dans l'acquisition, en temps opportun, des vaccins.

Mardi, le parlement a entamé une série d'auditions des principaux laboratoires mondiaux qui fabriquent les vaccins pour s'expliquer sur les retards dans la livraison de doses de vaccins commandés par le pays.

INDE Le nombre de cas d'infection confirmés dépasse les 29 millions

Le nombre de cas d'infection au nouveau coronavirus en Inde a dépassé mercredi la barre des 29 millions, atteignant 29.089.069, a annoncé le ministère de la Santé. Au total, 92.596 nouveaux cas ont été signalés ces dernières 24 heures. Il s'agit de la seconde fois en

plus de deux mois où moins de 100.000 cas journaliers ont été enregistrés. Par ailleurs, 2.219 décès de plus enregistrés depuis mardi matin ont porté le total provisoire à 353.528 morts. On compte toujours 1.231.415 cas actifs dans le pays, malgré une baisse de 72.287 cas

dernières 24 heures. Le nombre de cas actifs quotidiens est en baisse ces derniers jours, après une augmentation continue depuis la mi-avril. A ce jour, 27.504.126 personnes ont guéri et quitté l'hôpital à travers le pays, selon les dernières données du ministère de la Santé.

RUSSIE Plus de 10.000 infections quotidiennes

Le nombre d'infections quotidiennes au nouveau coronavirus a dépassé les 10.000 en Russie, une première depuis mars, rapportent mercredi des médias. Au total, 10.407 cas ont été recensés à travers le pays dont 4.124 à Moscou, un record pour la capitale russe depuis le mois de janvier et la fin d'une deuxième vague de l'épidémie de Covid-19.

Les autorités jugent néanmoins la situation sous contrôle, admettant voir les chiffres repartir à la hausse et craindre qu'une nouvelle flambée puisse frapper le pays. A ce jour et depuis décembre, à peine 18 millions de Russes, soit environ 12% de la population, ont reçu au moins une dose, selon le recensement effectué par le site Gogov, repris

par des médias. La Russie est l'un des pays les plus touchés par la pandémie. Selon l'agence des statistiques Rosstat, plus de 270.000 morts lui étaient liés à fin avril. Les données démographiques témoignent en outre d'une mortalité en très forte hausse en janvier-avril 2021 par rapport à la même période de 2020, avec 752.000 décès enregistrés

contre environ 611.000 un an plus tôt. Après le confinement du printemps 2020, la Russie, pour préserver son économie, a mis en place des restrictions anti-Covid très limitées et l'essentiel d'entre elles ont été levées début 2021. La principale mesure restant en vigueur est le port du masque dans les magasins et les transports.

ESPAGNE Les tests PCR à partir de 12 ans uniquement

Les autorités espagnoles ont relevé mercredi à 12 ans, contre 6 ans jusqu'ici, l'âge minimum à partir duquel un test négatif au Covid-19 est nécessaire pour entrer en Espagne.

"Les enfants de moins de 12 ans doivent être exemptés de l'obligation de présenter un test de détection de l'infection au SARS-CoV-2 pour leur voyage.

L'âge est ainsi relevé de 6 à 12 ans", indique le Journal officiel espagnol daté de mercredi, repris par des médias, précisant que la mesure entre en vigueur le jour-même. L'Espagne acceptera aussi bien les tests PCR que les tests antigéniques pour les populations de plus de 12 ans. Prenant en compte les

recommandations de la Commission européenne qui, afin de relancer le tourisme, conseille d'harmoniser les mesures auxquelles seront soumis les voyageurs au sein de l'Union Européenne, l'Espagne s'aligne ainsi sur l'âge minimum pour accéder à la vaccination et sur les limites établies par les pays voisins. En Italie, la vaccination est ainsi ouverte aux plus de 12 ans depuis jeudi, tandis qu'en France, les 12 à 18 ans pourront se faire vacciner contre la Covid-19 à partir du 15 juin. Pour sa part, le gouvernement espagnol prévoit de vacciner les 12 à 17 ans avant la rentrée scolaire de septembre. Par ailleurs, un autre décret publié au Journal officiel mercredi stipule que, comme pour les voyageurs

arrivant en avion, l'Espagne laissera à présent entrer les voyageurs arrivant par la route s'ils disposent d'un certificat de vaccination. Jusqu'à présent, le pays exigeait un test PCR négatif de moins de 72 heures pour toute personne souhaitant passer la frontière terrestre française pour se rendre en Espagne. Pour les personnes non-vaccinées, il faudra maintenant présenter un test PCR ou antigénique négatif. Par personne vaccinée, l'Espagne entend toute personne disposant d'un certificat du pays d'origine émis "14 jours après la date d'administration" de la dose complète de vaccin (14 jours après l'injection de la deuxième dose, sauf dans le cas des sérums monodose).

DÉPLACEMENT EN EUROPE Le Parlement européen donne son feu vert final au certificat Covid

Les députés européens ont largement donné leur feu vert final mercredi au certificat numérique Covid européen, destiné à faciliter les déplacements cet été au sein de l'UE, à charge désormais aux Etats de le mettre en place d'ici au 1er juillet.

Lors d'un vote mardi dont le résultat a été dévoilé mercredi, les eurodéputés, dont au moins la moitié sont présents à Strasbourg, tandis que les autres ont voté à distance, ont adopté, par 546 voix pour, ce système de certificat commun pour 12 mois. 93 ont voté contre, 51 se sont abstenus. Ces certificats attestent qu'une personne a été vaccinée contre le Covid-19, qu'elle a passé un test négatif ou qu'elle est immunisée après une

infection. Ils sont délivrés gratuitement, en format numérique ou papier, et doivent permettre d'éviter de faire des quarantaines dans les pays de destination.

"Après un temps record de négociations, moins de deux mois, nous avons réussi", s'est félicité l'eurodéputé socialiste espagnol Juan Fernando Lopez Aguilar, rapporteur de ce texte qui, selon lui, "relance la liberté de mouvement des citoyens européens". "Il est LA réponse européenne permettant de mettre fin au patchwork de règles différentes", s'est réjoui la centriste française Nathalie Colin-Oesterlé. Lors d'un débat mardi dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg, le commissaire à la Justice Didier Reynders a

encouragé les Etats à émettre déjà de tels certificats pour éviter un embouteillage dans les procédures au début de l'été. Selon lui, "plus d'un million de citoyens ont déjà reçu ces certificats, et beaucoup d'autres suivront dans les semaines et les mois à venir".

Bulgarie, Croatie, République tchèque, Danemark, Allemagne, Grèce, Pologne, Lituanie et Espagne ont commencé à en délivrer. En France, le pass sanitaire est entré en vigueur ce mercredi. Si le texte européen encadrant ce certificat Covid concerne la libre circulation, les Etats membres peuvent utiliser ce document à d'autres fins (festivals, concerts, rencontres sportives...) dans le cadre de leur législation nationale. Malgré un

large vote favorable, plusieurs eurodéputés ont émis des réserves quand à la protection des données personnelles.

L'eurodéputée écologiste française Michèle Rivasi a estimé qu'il "ouvre un nouveau risque en matière de traçabilité". Par ailleurs, "ce certificat n'est pas consolidé par la gratuité des tests (...), il ouvre donc la voie à des risques de discriminations", a regretté la socialiste française Sylvie Guillaume.

La Commission européenne a promis 100 millions d'euros (une somme insuffisante pour les eurodéputés favorables à une gratuité) pour l'achat de tests Covid qui peuvent être très coûteux dans certains pays.

GROSSESSE À RISQUE CONSEILS ET SUIVI

L'immense majorité des grossesses se déroulent très bien mais certains facteurs peuvent faire basculer la femme enceinte dans la catégorie des grossesses à risque. Ces grossesses nécessitent un suivi plus attentif, des examens supplémentaires et une prise en charge particulière. Anh-Chi Ton, sage-femme, nous les expose en détails.

Qu'appelle-t-on une grossesse à risque ?

"Le terme de grossesse à risque est un terme très large qui désigne les grossesses qui nécessitent une surveillance accrue", explique la sage-femme. À l'inverse d'une grossesse physiologique normale, la grossesse à risque est définie par la détection d'un risque lié à l'état de santé de la future maman ou de son bébé.

Si ces grossesses peuvent nécessiter une prise en charge adaptée, cela ne signifie pas pour autant que les complications sont inévitables. Tout l'enjeu de cette prise en charge va être justement de les éviter. On peut notamment citer les très nombreux exemples de femmes enceintes allées de longues semaines pour une menace d'accouchement prématuré et qui donnent finalement naissance à leur bébé à terme.

Quel suivi en cas de grossesse à risque ?

La prise en charge d'une grossesse à risque diffère de celle d'une grossesse classique, mais elles n'appellent pas toute la mise en place du même protocole. "Ces grossesses sont évidemment plus surveillées, avec parfois des prises de sang, des échographies et des monitorings supplémentaires", observe la



sage-femme. Si le risque foeto-maternel est avéré, la femme enceinte pourra être orientée vers une maternité de niveau deux ou même de niveau trois. Ces dernières sont adaptées pour ac-

cueillir les grands et très grands prématurés et disposent d'une unité de réanimation néonatale et d'une unité de soins intensifs. Chaque risque appelle un suivi bien spécifique.

Grossesse à risque : quelles sont les pathologies ?

On peut classer les grossesses à risques en différentes catégories :

Les maladies maternelles préexistantes : l'obésité, l'alcoolisme, l'épilepsie, les maladies auto-immunes (maladie de Crohn, lupus etc.), certaines maladies génétiques, une malformation de l'utérus.

Les maladies liées à la grossesse : la pré-éclampsie (risque de retard de croissance du fœtus), le diabète gestationnel (risque de macrosomie fœtale), l'hypertension.

Les causes physiologiques : l'âge maternel, les grossesses multiples.

Les risques liés à des grossesses antérieures : antécédents de prématurité, d'hémorragie de la délivrance, de pré-éclampsie.

Une infection survenue pendant la grossesse et qui peut provoquer un accouchement prématuré : cytomégalo-virus, toxoplasmose, listériose etc.

Le risque augmente-t-il avec l'âge ?

"L'âge est bien entendu un facteur de risque. Après 35 ans, une femme enceinte a plus de risque de développer un diabète gestationnel. Après 38 ans, le risque de trisomie 21 et de maladies de la grossesse augmentent", confirme la sage-femme. Au même titre qu'une

grossesse multiple, l'âge est ce qu'on appelle un facteur de risque physiologique. Mais si l'on parle surtout de grossesse tardives il est important de rappeler que les grossesses précoces, avant 18 ans mais surtout avant 15 ans, sont également des grossesses à risque de complications.

Grossesse à risque : je peux avoir un arrêt de travail ?

"Une femme enceinte dont la grossesse est considérée comme à risque peut tout à fait obtenir un arrêté maladie", confirme Anh-Chi Ton. Cette dernière cite notamment l'exemple des femmes dont le bébé présente un RCIU (retard de croissance intra-utérin). "On sait que si la femme enceinte travaille, qu'elle est sous pression, cela ne va pas arranger la situation alors que le repos va au contraire favoriser la croissance du bébé. Il est donc normal de lui donner un arrêt maladie", ajoute-t-elle. Cet arrêt maladie, remboursé à hauteur de 70 %, est exclusivement délivré par le médecin. La sage-femme rappelle que les femmes enceintes peuvent également bénéficier d'un congé pathologique. Celui-ci, pris en charge à 100% par l'Assurance maladie, dure deux semaines et peut être pris en plusieurs fois.

DOULEURS LIGAMENTAIRES PENDANT LA GROSSESSE SYMPTÔMES, QUE FAIRE ?

Pendant la grossesse, les futures mamans peuvent ressentir des tiraillements invalidants au niveau de l'aine et du bassin. Comment reconnaître ces douleurs ligamentaires et les soulager efficacement ? Les explications et conseils d'Anh-Chi Ton, sage-femme.

Les douleurs ligamentaires font partie des petits maux habituels de la grossesse. Sans gravité, elles peuvent pourtant être très invalidantes. "Certaines femmes enceintes pour la première fois les confondent parfois avec les contractions, même s'il s'agit en réalité de deux choses bien différentes", explique la sage-femme.

Douleurs ligamentaires : de quoi s'agit-il ?

Les douleurs ligamentaires correspondent au relâchement et à l'étiement des ligaments, sous l'action de la relaxine et de la progestérone. "Cette hormone de la grossesse favorise le relâchement des tissus et va ainsi faciliter l'accouchement", détaille Anh-Chi Ton. Elles apparaissent généralement au second trimestre de

la grossesse et peuvent augmenter en intensité au cours du troisième trimestre à mesure que l'utérus grossit et pèse de plus en plus lourd.

Reconnaître les douleurs ligamentaires pendant la grossesse

"Alors que les douleurs de sciatique sont localisées à l'arrière, le trajet va de la fesse jusqu'à l'arrière des cuisses, les douleurs ligamentaires sont situées devant, soit au niveau du pubis, on parle alors de syndrome de Lacomme, soit au niveau de l'aine", explique la sage-femme. La future maman peut ressentir un tiraillement intense mais aussi une sorte de décharge électrique qui irradie de l'aine au pubis. "Il ne s'agit pas d'une douleur aiguë mais plutôt d'une gêne à laquelle on finit par s'habituer, même si elle peut entraver les mouvements et gêner la femme enceinte pour se déplacer", ajoute-t-elle.

Comment soulager les douleurs ligamentaires pendant la grossesse ?

"S'il est difficile d'échapper aux douleurs ligamentaires, notam-



ment lors d'une première grossesse, il est possible de les soulager. Avoir une alimentation équilibrée pour éviter une carence en magnésium, prendre rendez-vous avec un ostéopathe mais aussi pratiquer

une activité physique douce liée au terme de la grossesse peut aider à prévenir les douleurs. "Je prescris généralement aux femmes une cure de magnésium et leur recommande de faire des séances d'acupuncture,

très efficaces pour soulager les tiraillements", explique la sage-femme. Cette dernière précise qu'il est également possible de prendre du paracétamol, mais avec parcimonie.

Saignements pendant la grossesse : c'est grave ou pas

Une femme enceinte sur 4 saigne au cours de sa grossesse. Rarement graves, ces saignements ont des causes différentes selon le moment de la grossesse ou le survenant. Le point avec le Pr Dominique Luton, chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Bicêtre, à Paris. Souffrir de saignements au cours de la grossesse n'est absolument pas exceptionnel puisqu'une femme enceinte sur 4 va avoir ce petit problème. Mais il faut malgré tout consulter rapidement, en particulier en début de grossesse, pour vérifier que celle-ci se déroule normalement. Si votre gynécologue-obstétricien n'est pas disponible, n'attendez pas et rendez-vous chez votre généraliste.

LES SAIGNEMENTS EN DÉBUT DE GROSSESSE

En début de grossesse, les saignements peuvent être des événements bénins, généralement dus à une petite fragilité du col de l'utérus. Mais dans près de la moitié des cas, ils annoncent une fausse couche, le plus souvent liée à une anomalie chromosomique. Autres causes possibles : Une grossesse extra-utérine (GEU) : les saignements sont alors noirâtres ou brunâtres. L'embryon s'est "installé" avant d'atteindre le nid utérin, le plus souvent dans une trompe. Cela se vérifie à l'échographie.

Une infection : Une lésion du col non identifiée avant la grossesse. Une môle : c'est-à-dire une grossesse sans embryon qui finit par s'évacuer naturellement.

LES SAIGNEMENTS EN COURS DE GROSSESSE
Les saignements en cours de grossesse sont beaucoup moins fréquents. Ils peuvent indiquer un risque d'accouchement prématuré, une anomalie de l'insertion du placenta (bas inséré ou recouvrant le col) ou encore une fragilité du col de l'utérus.

En fin de grossesse, on craint plutôt la mise en route de l'accouchement (début du travail) ou encore un placenta mal placé (prévia) qui va singulièrement compliquer l'accouchement par voies naturelles. Dernière cause, beaucoup plus rare, une hémorragie rétroplacentaire que le médecin va traiter sans attendre.

DANS QUELS CAS UN TRAITEMENT EST NÉCESSAIRE ?

La plupart du temps, le gynécologue-obstétricien va surveiller la grossesse un peu plus attentivement. Mais parfois, une prise en charge est nécessaire.

Grossesse extra-utérine : on opère souvent en urgence afin de préserver la trompe ou, au moins, la fertilité. Mais si la grossesse est peu évoluée, le traitement peut être médicamenteux.

Menace d'accouchement prématuré : la future-maman est mise au repos avec des médicaments qui luttent contre les contractions. Une hospitalisation est possible si elle saigne beaucoup.

ENCENTE, POURQUOI SUIVRE-TOUT LES TEMPS FATIGUE ?

La fatigue est souvent l'un des premiers symptômes de la grossesse. Il s'agit d'un phénomène normal qui résulte de tous les bouleversements et modifications physiologiques du corps pour s'adapter à l'état de "grossesse", rassure la sage-femme. Les hormones jouent évidemment un rôle central et sont en grande partie responsables de cette fatigue parfois pesante. "La progestérone est une hormone indispensable au bon déroulement de la grossesse. Elle a non seulement une action de détente des muscles mais aussi un effet sédatif bien connu", explique Anh-Chi Ton. Mais les œstrogènes ne sont pas en reste. "Les œstrogènes font augmenter le débit et la fréquence cardiaque et induisent plus de travail pour le cœur, ce qui explique que la femme enceinte puisse rapidement se sentir essouffée", ajoute la spécialiste.

LE FATIGUE AU PREMIER TRIMESTRE DE GROSSESSE : LA DIFFICILE ADAPTATION DU CORPS

De nombreuses femmes enceintes en ont fait l'expérience. A peine le test de grossesse est-il positif qu'elles s'effondrent en rentrant du travail, s'endorment à 2h et se réveillent le lendemain matin encore plus fatiguées que la veille. "Au premier trimestre, plusieurs facteurs peuvent expliquer la fatigue : la baisse de la tension artérielle, qui peut aussi causer des vertiges, les hypoglycémies, surtout si la future maman n'a pas d'appétit en raison des nausées, mais aussi l'angoisse et le stress du début de grossesse qui peuvent perturber le sommeil", détaille la sage-femme.

Dès le premier trimestre, il est primordial d'écouter son corps et ses besoins. "Il faut se reposer au maximum, veiller à avoir une alimentation équilibrée, faire des siestes le week-end et réduire un peu le rythme de son quotidien si on a



tendance à être hyperactive", recommande Anh-Chi Ton. Une supplémentation en vitamines et une prise en charge par l'acupuncture sont également possibles. Dans les cas extrêmes, ou si la future maman exerce une activité professionnelle fatigante, la prescription d'un arrêt de travail est envisageable.

LA FATIGUE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE GROSSESSE : TOUT VALMURXI !

Le deuxième trimestre de la grossesse est généralement celui de l'épanouissement. Les petits maux des premières semaines disparaissent, le ventre s'arrondit. "Le corps s'est adapté aux fluctuations hormonales, il y a moins de chutes de tension et la future maman se sent physiquement beaucoup mieux", explique la sage-femme.

Certaines femmes enceintes seront néanmoins toujours aussi fatiguées, mais pour d'autres raisons. C'est en effet souvent à ce stade qu'une anémie peut être découverte et nécessiter une supplémentation en fer. "Au second

trimestre, la femme enceinte va commencer à avoir des douleurs lombaires, des tiraillements des ligaments et des envies fréquentes d'uriner. Autant de facteurs qui peuvent limiter ses mouvements mais aussi altérer son sommeil", remarque aussi Anh-Chi Ton. Plus encore qu'en début de grossesse, la future maman doit se reposer au maximum et ralentir le rythme. La pratique de la méditation, du yoga ou de la sophrologie peut l'aider à apaiser ses angoisses éventuelles et à réduire le stress.

LES SAIGNEMENTS EN COURS DE GROSSESSE : TOUT VALMURXI !
Le troisième trimestre de la grossesse signifie bien souvent le retour de la fatigue. Le foetus puise dans les réserves de sa maman pour son développement et sa croissance. Le développement exponentiel du ventre commence également à peser. "La femme enceinte se sent plus lourde, pas seulement en raison de la prise de

poinds mais aussi parce qu'elle peut avoir des œdèmes au niveau des jambes, ressentir une pesanteur dans le bassin", explique la sage-femme. Autre problème majeur pour la femme enceinte au troisième trimestre : le sommeil. "Il devient difficile de trouver une position de sommeil confortable, le stress de l'accouchement devient plus présent, les envies d'uriner sont aussi plus nombreuses et les insomnies fréquentes", détaille Anh-Chi Ton. Dormir sur le côté droit ou le dos comprime la veine cave et peut entraîner des baisses de tension, mieux vaut donc se coucher sur le côté gauche afin de débiter la veine cave et de favoriser la circulation placentaire.

Plus encore qu'aux premier et deuxième trimestre, le troisième trimestre doit être autant que possible consacré au repos. Une fois en congé maternité, la femme enceinte ne doit pas hésiter à dormir en journée si elle en ressent le besoin, à faire du yoga ou des séances de piscine si cela la détend.

FATIGUE PENDANT LA GROSSESSE : QUAND DOIT-ON S'INGUIÉTRIR ?

Comme nous l'avons vu, se sentir fatigué pendant la grossesse est absolument normal. Attention toutefois à ce que cette fatigue ne soit pas le signe d'une carence, d'une hypoglycémie ou d'un problème de santé sous-jacent. "Si les actes du quotidien demandent vraiment un effort surhumain, que la femme enceinte est très essouffée en montant seulement quelques marches, il faut consulter", recommande la sage-femme. Il arrive également qu'une fatigue ou une lassitude extrême soit le signe d'une difficulté psychologique. Il encre il est primordial d'en parler à son entourage mais aussi à un spécialiste.

LES SAIGNEMENTS EN COURS DE GROSSESSE : TOUT VALMURXI !
Le troisième trimestre de la grossesse signifie bien souvent le retour de la fatigue. Le foetus puise dans les réserves de sa maman pour son développement et sa croissance. Le développement exponentiel du ventre commence également à peser. "La femme enceinte se sent plus lourde, pas seulement en raison de la prise de

poinds mais aussi parce qu'elle peut avoir des œdèmes au niveau des jambes, ressentir une pesanteur dans le bassin", explique la sage-femme. Autre problème majeur pour la femme enceinte au troisième trimestre : le sommeil. "Il devient difficile de trouver une position de sommeil confortable, le stress de l'accouchement devient plus présent, les envies d'uriner sont aussi plus nombreuses et les insomnies fréquentes", détaille Anh-Chi Ton. Dormir sur le côté droit ou le dos comprime la veine cave et peut entraîner des baisses de tension, mieux vaut donc se coucher sur le côté gauche afin de débiter la veine cave et de favoriser la circulation placentaire.

GROSSESSE : LE CAFÉ SERAIT NÉFASTE DÈS LA PREMIÈRE GOUTTE

A partir de la première goutte, le café est néfaste pendant la grossesse, souligne une nouvelle étude sur la question.

Enciente, puis-je boire un peu, beaucoup, pas du tout de café ? Les avis divergent... Jusqu'à il y a quelques années, les scientifiques estimaient qu'en deçà d'une certaine dose, le café pouvait être inoffensif pour le fœtus. Mais une récente étude publiée le journal BMJ Evidence-Based Medicine change la donne. "La caféine est associée à la plupart des problèmes répertoriés pendant la grossesse", explique l'étude. Les scientifiques sont clairs : dès

la première goutte, le café n'est pas bon pour la mère et son enfant. S'ils estiment qu'il faudrait proscrire le café pour les femmes déjà enceintes, ils vont même jusqu'à le déconseiller aux femmes qui essayent d'avoir un enfant.

Et pour cause, après analyse de 1 200 études sur la question, les médecins ont synthétisé les risques de manière précise. La caféine augmente les fausses couches, les problèmes de prises de poids du fœtus (trop ou pas assez), la leucémie infantile et enfin la mortalité qui s'exprime par une naissance prématurée à 22 semaines

d'un fœtus sans vie. Ces observations ont d'ailleurs été exprimées par l'Organisation mondiale de la santé, qui recommande pour sa part de ne pas excéder 300 mg (3 tasses) de café par jour.

Pour rappel, le café n'est pas seul à contenir de la caféine et à être fortement déconseillé aux femmes au cours de leur grossesse. C'est aussi le cas du thé, des céréales sodas et boissons énergétiques. Selon cette nouvelle étude, lors de la croissance du fœtus, il faudrait donc arrêter de consommer toute forme de caféine, au même titre que l'alcool.

CENTRAFRIQUE 20% des habitants privés du réseau téléphonique et d'internet

Près de 20% des habitants en Centrafrique sont privés d'accès au réseau téléphonique mobile et à l'internet depuis plus de deux jours et pour une durée indéterminée après un incendie accidentel chez l'un des deux principaux opérateurs, Orange, rapportent mercredi des médias, citant le groupe français.

La totalité de ses plus de 800.000 abonnés --particuliers et entreprises-- sont touchés par cette gigantesque panne sur tout le territoire de ce pays d'Afrique centrale, a précisé le directeur général d'Orange-Centrafrique, Régis Delière.

L'incendie, d'origine accidentelle, a ravagé une partie du siège de l'opérateur à Bangui dimanche soir et a "provoqué de graves dommages" dans les locaux techniques, selon la compagnie qui étudie "les différents scénarios de relance des services" mais sans pouvoir indiquer combien de temps il faudra pour rétablir les réseaux.

SOUDAN Report du procès d'El-Béchir dans l'affaire du coup d'Etat de 1989

Un tribunal soudanais a annoncé le report jusqu'à nouvel ordre du procès de l'ex-président soudanais déchu el-Béchir dans l'"affaire du coup d'Etat" du 30 juin 1989, ont rapporté des médias soudanais.

Le tribunal chargé de l'affaire du coup d'Etat de 30 juin, a reçu mardi des notes de protestation de la part des membres de défense contre ce qu'ils considéraient comme une insulte à leur rencontre par un représentant de l'accusation lorsqu'il a qualifié les interventions lors de la séance du 25 mai dernier de "manque de respect pour le tribunal".

Le tribunal a ajourné sa session pour mardi prochain afin d'entendre la réponse du représentant de l'accusation (procureur) aux notes de protestation du comité de défense", sans annoncer de date pour une nouvelle audience relative audit procès, rapporte l'Agence SUNA.

La première audience du procès d'El-Béchir et des personnes accusées d'avoir commis le coup d'Etat de 1989, s'est tenue le 21 juillet 2020.

Les accusés, (le président déchu et ses 27 collaborateurs), sont jugés en vertu des articles 96 et 78 de la loi pénale soudanaise de 1983, notamment pour "atteinte au système constitutionnel" et "participation à un coup d'Etat".

En mai 2019, des avocats soudanais avaient déposé une requête auprès du procureur général de Khartoum, contre eux pour les mêmes chefs d'accusation. Le même mois, le ministère public avait ouvert une enquête à ce sujet.

Il est à rappeler que le 30 juin 1989, un coup d'Etat militaire avait été perpétré contre le gouvernement du Premier ministre, Sadiq al-Mahdi.

Après 3 décennies au pouvoir, Omar el-Béchir a été arrêté après avoir été destitué par les commandants de l'armée, le 11 avril 2019, à l'issue des manifestations populaires contre la détérioration de la situation économique.

APS

MALI La Cédéao satisfaite des avancées enregistrées par les autorités de la transition

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) a noté avec satisfaction les avancées enregistrées par les autorités de la transition au Mali tout en les exhortant à persévérer sur cette lancée, indique un communiqué de la Présidence malienne.

Le président de la transition, Assimi Goïta, a accordé, mardi, dans l'après-midi, une audience à la délégation du médiateur de la Cédéao, Goodluck Jonathan afin de faire le point sur la situation au Mali, tel que recommandé par le sommet d'Accra, tenu le 30 mai dernier, selon le communiqué.

"Après avoir salué le discours d'investiture prononcé par le président de la transition le lundi 7 juin 2021 qu'il a qualifié de discours d'espoir, le médiateur de la Cédéao a noté avec satisfaction les avancées enregistrées par les autorités de la transition tout en les exhortant à persévérer sur cette lancée", souligne le document.

Aussi, la nomination d'un Premier ministre issu des rangs du Mouvement du 5 juin 2020, Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), a été saluée par le médiateur, d'après la source.

Toutefois, en raison du temps perdu selon le

Médiateur, celui-ci a souhaité voir les autorités de la transition "engager des actions fortes en vue de respecter le chronogramme de la Transition".

Le président de la transition a, à son tour, salué "la capacité d'écoute et de dialogue ainsi que les efforts que le médiateur et son équipe n'ont jamais cessé de déployer pour permettre à la Cédéao d'aider le Mali".

A la demande de libération de certains responsables militaires détenus dans le cadre des événements du 24 mai 2021, le président de la transition a sollicité la patience du médiateur, pour des raisons de sécurité, car selon lui, "la réussite de la transition conditionne la stabilité du pays".

A l'issue de la rencontre, le président de la Commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou, a confié à la presse qu'il s'agissait de voir comment la transition se met en place avec la nomination d'un Premier ministre que la



délégation du médiateur rencontre mercredi.

"On a beaucoup parlé du gouvernement inclusif qui va être mis en place.

C'est surtout pour indiquer que la Cédéao est disposée à accompagner le processus de transition pour que les objectifs soient atteints, a-t-il indiqué.

Sur ce point, a ajouté Jean-Claude Kassi Brou, "il y a eu des échanges très positifs avec le président Assimi Goïta et le médiateur a été rassuré de ces échanges". Selon le président de la

Commission de l'organisation sous-régionale, les choses évoluent dans le sens souhaité.

"Nous allons, une fois que le gouvernement sera en place, voir comment les différents points du calendrier déjà arrêté vont se mettre en place", a-t-il annoncé.

L'Envoyé spécial de la Cédéao est arrivé mardi au Mali, pour une visite de 48 heures, au lendemain de la prestation de serment du colonel Assimi Goïta, en qualité de président de la Transition.

BURKINA FASO Massacre de Solhan : le Burkina promet une riposte

Le gouvernement burkinabè a promis que le massacre d'au moins 132 personnes ce weekend dans le Nord du pays, attaque la plus meurtrière au Burkina Faso depuis le début des violences terroristes en 2015, "ne restera pas impunie".

Dans la nuit de vendredi à samedi, des hommes armés, soupçonnés d'être des terroristes, ont attaqué le village de Solhan, dans la province du Yagha (région du Sahel), tuant 132 personnes selon le gouvernement, tandis que des sources locales évoquent un bilan de 160 morts.

Le Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) a de son côté fait état de 138 personnes tuées à Solhan.

"Cette incursion meurtrière (...) ne restera pas impunie", a assuré tard lundi le Premier ministre burkinabè, Christophe Dabiré, après une rencontre avec les populations de Solhan, réfugiées à Sebba, le chef-lieu de la

province du Yagha, où il s'est rendu en hélicoptère avec cinq membres du gouvernement. Mardi, le Conseil de sécurité de l'ONU a "condamné avec la plus grande fermeté" ces attaques.

Dans un communiqué, les membres du Conseil de sécurité ont "réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des plus graves menaces pour la paix et la sécurité internationale".

Le Conseil de sécurité a "souligné que les efforts de la Minusma (Mission de l'ONU au Mali, NDLR), de l'opération Barkhane et de la force G5 Sahel contribuent à créer un environnement plus sûr dans la région du Sahel".

"L'espoir est permis parce que nous allons nous réorganiser pour pouvoir apporter la réponse appropriée à la situation", a assuré M. Dabiré, avant de visiter le lieu du drame.

"Nous avons pris des dispositions sécuritaires et aujourd'hui cette partie

du territoire est occupée par un certain nombre de forces qui sont en train de faire un ratissage", a-t-il ajouté. Lundi, le gouverneur de la région du Sahel, le colonel Salfo Kaboré a interdit "jusqu'à nouvel ordre" la circulation des engins à deux et trois roues - souvent utilisés par les terroristes - dans cette zone.

Selon le gouvernement, 7.600 personnes ont fui la zone de la tuerie pour se réfugier à Sebba.

Depuis Genève, un porte-parole du HCR, Babar Baloch, a fait état de 3.300 déplacés, dont 2.000 enfants et plus de 500 femmes, "arrivées avec très peu ou aucune possession" et "généreusement accueillies" dans des familles.

"Le désir de ces personnes c'est que la sécurité revienne à Solhan afin qu'elles puissent regagner leurs domiciles", a souligné de son côté le ministre burkinabè de la Communication, Ousséni Tamboura, qui accompagnait sur place le Premier ministre.

KENYA - ETHIOPIE Un poste frontalier unique pour stimuler le commerce

Un poste frontalier unique (OSBP) reliant le Kenya et l'Ethiopie a été inauguré mardi pour stimuler le commerce et la coopération entre les deux pays d'Afrique de l'Est, ont indiqué des responsables.

Kennedy Nyaiyo, secrétaire de l'autorité de gestion des frontières du Kenya, a déclaré que les agents chargés de la réglementation des frontières qui contrôlent le trafic, les marchandises et les personnes des deux pays effectueront désormais les

formalités de sortie et d'entrée de manière conjointe et séquentielle dans la ville de Moyale.

"Un OSBP pleinement fonctionnel devrait réduire le temps de passage de la frontière d'au moins 30 % et permettre une circulation plus rapide des marchandises et des personnes", a expliqué M. Nyaiyo. Un OSBP est un outil de facilitation du commerce appliqué aux frontières terrestres entre deux Etats limitrophes et fait référence au cadre

juridique et institutionnel simplifié et harmonisé, aux installations ainsi qu'aux procédures et processus coordonnés associés.

M. Nyaiyo a ajouté que la mise en service du poste frontalier constitue un pas de plus vers la réalisation de l'objectif consistant à stimuler de manière exponentielle le commerce entre les deux nations voisines, ainsi qu'à promouvoir l'intégration régionale et économique entre les régions de l'Afrique de l'Est et de la

Corne de l'Afrique. Mengistu Tefera, conseiller spécial du commissaire général de la commission douanière éthiopienne, a affirmé que les peuples d'Ethiopie et du Kenya méritent de lier leurs relations économiques et sociales selon le principe du bénéfice mutuel.

M. Tefera a révélé que la mise en place de l'OSBP aura un rôle important dans l'amélioration du commerce transfrontalier et la libre circulation des personnes.

SYRIE Huit combattants tués dans les frappes nocturnes de l'entité sioniste (ONG)

Au moins huit combattants syriens ont été tués dans des frappes israéliennes nocturnes sur la province de Homs, a indiqué mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Au moins cinq soldats de l'armée et trois combattants alliés membres de la «Défense nationale» ont été tués à Homs" dans les frappes menées mardi peu avant minuit dans plusieurs régions, dont la banlieue de Homs, a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

"Les huit combattants sont Syriens", a ajouté M. Abdel Rahmane, qui a fait état de "plusieurs blessés". Les frappes ont visé des "positions militaires de l'armée de l'air à l'est du village de Khibbet al-Tin dans la banlieue de Homs", selon l'OSDH.

Mardi soir, l'aviation israélienne a mené des frappes dans plusieurs régions en Syrie, à Damas et ses environs ainsi que dans les provinces de Homs, de Hama et de Lattaquié, selon l'OSDH.

L'agence officielle syrienne Sana a pour sa part fait état d'une "agression israélienne" en Syrie, suivie de représailles de la défense antiaérienne syrienne.

Les avions israéliens sont arrivés en provenance de "l'espace aérien libanais", a précisé Sana, qui avait d'abord signalé "des explosions à Damas".



L'agence n'a pas fait état de victimes. "Il s'agit des premières frappes de l'entité sioniste en Syrie depuis la récente guerre à Ghaza" entre l'entité sioniste et le groupe palestinien Hamas, a indiqué,

par ailleurs déclaré M. Abdel Rahmane.

Depuis le début de la guerre contre le terrorisme en Syrie voisine en 2011, l'entité sioniste a mené des centaines de frappes en territoire syrien.

YÉMEN

La guerre n'est pas une solution à la crise yéménite (zarif)

Le ministre iranien des Affaires étrangères, mohammad Javad Zarif, a déclaré que la guerre n'est pas la solution à la crise yéménite, soulignant la nécessité de lever le siège du peuple yéménite et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire.

Au cours d'une réunion avec l'envoyé spécial du

secrétaire général pour le Yémen Griffiths sur la crise yéménite et des moyens d'instaurer la paix et la stabilité dans le pays, Zarif a souligné la nécessité de lever le siège du peuple yéménite et de faciliter la fourniture d'une aide humanitaire.

Tout en affirmant que "la guerre n'est pas la solution à la crise yéménite", il a ajouté :

"Nous ne pouvons mettre fin à la situation misérable actuelle au Yémen, qui n'a exposé le peuple yéménite à une catastrophe humanitaire que par le dialogue politique et des moyens pacifiques".

Au cours de la réunion, Griffiths a informé le ministre iranien des Affaires étrangères des résultats de

ses entretiens avec les parties concernées sur la crise yéménite. La guerre au Yémen en cours pour la sixième année a coûté la vie à 233 000 personnes, tandis que 80% de la population d'environ 30 millions de personnes dépend de l'aide pour survivre dans la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations Unies.

AFGHANISTAN

Reprise à Doha des négociations entre le gouvernement afghan et les talibans

Les négociations entre la délégation du gouvernement afghan et les talibans ont repris, mercredi, dans la capitale qatarie, Doha, ont rapporté des médias.

Les délégations des talibans et du gouvernement afghan "avaient tenu une nouvelle réunion au Qatar, où elles avaient discuté de l'accélération des pourparlers visant à établir le processus de paix en Afghanistan", selon des

agences de presse. En avril dernier, le Président américain a annoncé que son administration mettrait fin à la présence des forces américaines en Afghanistan, d'ici septembre prochain, avant la commémoration des attentats du 11 septembre (2001). Avec la médiation qatarie, le 12 septembre 2020, des négociations de paix historiques ont débuté à Doha entre le gouvernement

afghan et les talibans, sous les auspices des Etats-Unis, pour mettre fin au conflit en Afghanistan. Le Qatar avait déjà joué le rôle de médiateur dans les négociations entre Washington et les talibans, qui ont abouti à la signature d'un accord historique fin février 2020, portant sur le retrait progressif des Etats-Unis de l'Afghanistan et sur l'échange des prisonniers.

ALLEMAGNE

20 policiers soupçonnés d'avoir diffusé de la propagande néo-nazie (parquet)

Vingt membres actuels ou anciens de la police de Francfort sont soupçonnés d'avoir diffusé sur des groupes de discussion de la propagande néo-nazie, a annoncé mercredi le parquet.

La police a perquisitionné mercredi les domiciles de six de ces policiers, membres du commandement des actions spéciales de la police de Francfort, a précisé le parquet dans un communiqué relayé par des médias.

Les investigations avaient démarré contre un policier

de 38 ans, soupçonné de détention et de diffusion d'images à caractère pédophile.

En analysant ses téléphones portables, les enquêteurs ont eu accès à des groupes de discussions de policiers s'échangeant de la propagande néo-nazie.

Au total, 19 membres du groupe d'actions spéciales de Francfort, et un ancien policier, sont visés par l'enquête sur ces forums de discussions, actifs entre 2016 et 2019. Trois d'entre eux sont aussi soupçonnés d'entrave à

la justice. Supérieurs des 17 autres suspects, ils n'ont pas dénoncé leurs agissements présumés, comme ils en ont pourtant l'obligation.

Les 19 policiers encore en fonction ont été suspendus dans l'attente d'un éventuel procès.

Plusieurs scandales de ce type ont secoué ces derniers mois la police allemande, ainsi que l'armée.

En Rhénanie du Nord-Westphalie, une trentaine de policiers, suspendus depuis, échangeaient sur la messagerie Whatsapp des photos

d'Adolf Hitler et de croix gammées, ainsi que des drapeaux du IIIe Reich et un montage montrant un réfugié dans une chambre à gaz d'un camp de concentration.

Un groupe similaire a été démantelé fin septembre 2020 à Berlin.

La Hesse avait elle aussi connu une affaire similaire à l'été 2020: un ordinateur de la police de l'Etat-région avait été utilisé pour trouver les données privées sur des personnes qui avaient ensuite fait l'objet de menaces de mort.

USA

Plusieurs milliardaires, dont Jeff Bezos et Elon Musk, ont échappé à l'impôt, selon une enquête

En plein débat international sur la hausse des impôts pour les entreprises multinationales, une enquête de l'organisation indépendante ProPublica est venue affirmer mardi que plusieurs milliardaires américains avaient réussi à échapper complètement à l'impôt sur le revenu durant plusieurs années.

Selon cette organisation basée à New York et qui affirme sur son site internet vouloir "dénoncer les abus de pouvoir et la trahison de la confiance du public", le patron d'Amazon Jeff Bezos n'a payé aucun impôt fédéral en 2007 et 2011, et Elon Musk, à la tête de Tesla, y a échappé en 2018. Jeff Bezos et Elon Musk sont sur le podium des trois hommes les plus riches du monde.

Le dirigeant Michael Bloomberg, l'homme d'affaires Carl Icahn, et le philanthrope George Soros sont aussi parvenus à ne payer aucun impôt fédéral certaines années, poursuit ce compte-rendu. Pour parvenir à ces conclusions, l'organisation affirme avoir mis la main sur des milliers de déclarations fiscales de riches américains au fisc, l'IRS, sur plus de quinze ans.

"Mises bout à bout, elles démontrent les fondations du mythe fiscal américain: que tout le monde paye sa juste part et que les plus riches payent la plus grande partie", écrivent les auteurs.

ProPublica affirme par exemple que Jeff Bezos a demandé et réussi à obtenir un crédit d'impôt de 4.000 dollars pour ses enfants en 2011, une année où il a fait part dans sa déclaration d'impôts de pertes en investissements supérieures à ses revenus annuels.

Jeff Bezos a pourtant affiché en avril son soutien à la hausse des impôts souhaitée par le président américain Joe Biden pour financer son plan d'investissement sur les infrastructures.

"Les personnes les plus riches du pays, qui ont réalisé d'énormes profits durant la pandémie, n'ont pas payé leur juste part" a réagi mardi le président démocrate de la commission des Finances du Sénat Ron Wyden, affirmant qu'il ferait "une proposition" en ce sens.

Répondant à ProPublica, un porte-parole de M. Soros a évoqué des pertes sur des investissements entre 2016 et 2018 pour justifier l'absence d'impôt fédéral.MM.

Bloomberg et Icahn ont par ailleurs déclaré s'être acquittés des impôts qu'ils devaient payer.

ProPublica a également mis au point dans son enquête un "taux d'imposition véritable", à savoir le taux d'imposition payé par chaque milliardaire en comparaison avec la progression de leur richesse, le taux d'imposition officiel ne se mesurant pas de cette manière.

Il en ressort un niveau dérisoire, à 0,10% par exemple pour Warren Buffett entre 2014 et 2018, sur fond d'explosion de sa richesse grâce à la hausse des cours boursiers.

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALI-MAÛCHI Les lauréats des catégories littéraires dévoilés

Les lauréats du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi dans les catégories littéraires ont été dévoilés mardi à la faveur d'une cérémonie animée à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh.

Les distinctions de la catégorie du roman, ont été remises aux lauréats par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab.

Ainsi, le premier prix est revenu à Meriem Yousfi, jeune auteure de "Abi El Djabel", et qui avait déjà été primée lors du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse (Felix) en 2015.

Le jury présidé par le romancier, poète et journaliste Smaïl Yabrir a attribué le deuxième prix de cette catégorie à Selmane Bouazza, auteur de "Nidaat Djoudrane Edhat", et qui a également publié deux recueils de nouvelles en 2018 et écrit pour le théâtre.

"Matlouâ" de Abd El Basset Bani et "Chambre 36" du journaliste et auteur Fateh Boumahdi ont respectivement reçu les troisième et quatrième prix du roman. Dans la catégorie poésie, les distinctions ont été remises aux lauréats par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnel s Hoyem Benfriha.



Le premier prix de cette catégorie a été attribué à Brahim Moussa

et le second à Soumia Douifi. Le jury qui compte parmi ses membres, la poétesse et dramaturge Kenza Mebarki, a décidé de remettre le troisième prix exaequo à Yacine Adda Ben Youcef et Abdelghani Belkhiri.

Créé en 2006, le Prix du

Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi est ouvert aux écrivains (roman, poésie et texte dramaturgique), aux musiciens et compositeurs, aux comédiens, aux chorégraphes et danseurs, aux plasticiens et aux cinéastes âgés entre 18 et 35 ans.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONAL DE L'ARTISTE

L'association "Lumières" rend hommage à plusieurs artistes

L'association artistique de cinéma "Lumières" a rendu hommage, mardi à son siège à Alger, à plusieurs artistes dans le monde du cinéma, la télévision, la chanson et les arts plastiques, à l'occasion de la Journée nationale de l'Artiste, célébrée le 8 juin de chaque année.

Dans une belle synergie, l'association "Lumières", la Fondation socioculturelle, "Dar Amimer" et plusieurs artistes, ont, dans le cadre d'une action de solidarité baptisée, "Solid'Art", sorti sur le marché "un CD de huit chansons", interprétées par des artistes de renom, destiné à la vente pour que les bénéfices servent à l'achat de 50.000 trousseaux scolaires qui seront distribués "aux enfants démunis" lors de la prochaine rentrée.

Le président de l'association artistique de Cinéma "Lumières", Amar Rabia, a, par ailleurs, réitéré, lors d'un point de presse tenu au siège de l'association, la "grande disposition de l'association à accueillir et aider les artistes, praticiens du septième art notamment, dans leurs projets artistiques".

Dans une ambiance de grands moments, la dizaine d'instrumentistes de l'Orchestre de musique andalouse et chaâbia de la maison de jeunes "Hassen-El-Hassani" de Bouzeréah, a pris le relais, gratifiant les nombreux artistes présents avec un florilège de chansons du patrimoine, rendues par la chorale et la voix suave de Meriem Djouadi.

Dans son ton habituel de présentateur humoristique et élogieux, l'animateur vedette Djamel Chendali a ensuite appelé les artistes au programme des hommages de l'association "Lumières" à rejoindre la scène pour récupérer leurs trophées honorifiques.

Les artistes, Atika Tobbal, Amar Tribèche, Fawzi Saïchi, Djamel Bouneb, Abdenour Chellouche, Djamel Chendali, Dalil Saci (plasticien), Abdelhamid Titache (réalisateur TV), Farida Krim,

Naouel Zaatat et Bahia Rachedi, ont ainsi été mis à l'honneur pour leur apport à la Culture algérienne et l'ensemble de leurs carrières artistiques.

Au sommet de ces hommages, celui rendu, dans un moment solennel, à la Palestine et au peuple de Gaza notamment, qui a eu récemment à résister, une fois de plus, à l'agression meurtrière de l'armée d'occupation israélienne.

Le trophée honorifique et de "solidarité au peuple palestinien", remis par le président de l'association "Lumières", "au nom de tous les artistes algériens, à Abou Amer, représentant de l'ambassadeur de la Palestine à Alger, a été appuyé par la diffusion du clip, "Waâd Allah Haq", réalisé par Ali Kheddami, sur une chanson dédiée au combat palestinien pour l'indépendance, composée par Madjid Belamine et écrite par Karim Djaffar.

Itoumaine Ferhat, chargé de communication de l'association "Lumières" et également à la tête d'un Ciné Club, a présenté aux visiteurs une rétrospective en photos sur le cinéma algérien depuis les années 1940, comptant plus de 200 photos, portraits et affiches, exposées au niveau du hall du siège de l'association.

Amer Rabia a fait part de sa grande satisfaction de voir plusieurs associations culturelles et collectifs artistiques, venir de différentes régions d'Algérie pour prendre part à la célébration de cette journée de l'artiste, à l'instar de l'association culturelle pour le Cinéma amateur de Cherfa, dans la ville de Bouira.

Dédiée à la célébration de l'Artiste algérien, la date historique du 8 juin coïncide avec la disparition de l'Artiste-Martyr, Ali Maâchi, musicien, auteur compositeur et interprète tombé au champ d'honneur le même jour de l'année 1958, après avoir été lâchement exécuté par l'armée coloniale.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BOUMERDES
DAIRA DE KHEMIS-EL-KHECHNA
COMMUNE DE HAMMEDI
N° 1040 /S.G/2021
N° d'Identification Fiscal : 3537001.

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ
Conformément aux Articles N° 52 et 65 du Décret Présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des Marchés publics et des délégations de service public,
Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Hammédi, porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales paru dans les journaux :
الجزائر مانيت: 16/03/2021
DK NEWS: 16/03/2021
Relatif aux projets :

RÉNOVATION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE :

- LOT N° 01 : RÉNOVATION RÉSEAU D'EAU POTABLE À HAI BEN OUAHAB CÔTÉ OUEST
- LOT N° 02 : RÉNOVATION RÉSEAU D'EAU POTABLE À HAI BEN OUAHAB CÔTÉ CIMETIÈRE
- LOT N° 03 : RÉNOVATION RÉSEAU D'EAU POTABLE À BEN OUAHAB
- LOT N° 04 : RÉNOVATION RÉSEAU D'EAU POTABLE À HAI BEN HAMZA
- LOT N° 05 : RÉNOVATION RÉSEAU D'EAU POTABLE À HAI SMAIDIA SUD

Qu'après l'analyse et l'évaluation des offres, la Réalisation de ces projets est attribuée provisoirement comme suit:

N°	Nom du Projet	Nom de l'entreprise/ Identification fiscale	Note de l'Offre Technique	Montant	Délai de réalisation	Moif de choix
01	Lot N° 01 : Rénovation Réseau d'Eau Potable à Hai Ben Ouahab Coté Ouest	ETBPH MEGOUAZ Naceureddine Sidi Ladjel - Djelfa NIF 196714290043627	74 100	1 916 852,00 DA	Trente (30) Jours	Moins disant après la qualification Techni que
	Lot N° 02 : Rénovation Réseau d'Eau Potable à Hai Ben Ouahab Coté Cimetière		70,25 100	1 775 004,00 DA	Quarante (40) Jours	
	Lot N° 04 : Rénovation Réseau d'Eau Potable à Hai Ben Hamza		74 100	415 667,00 DA	Quinze (15) Jours	
	Lot N° 05 : Rénovation Réseau d'Eau Potable à Hai Smaidia Sud		74 100	3 261 195,00 DA	Cinquante (50) Jours	
	Lot N° 03 : Rénovation Réseau d'Eau Potable à Ben Ouahab		92 100	807 415,00 DA	Trente (30) Jours	
02	ETHP BOUADEL Fethi 18 Rue Amrani Abdelkader Larbaa - Bliida NIF 185092100093177	92 100	807 415,00 DA	Trente (30) Jours		

Les autres Candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, sont invités à se rapprocher des services de la Commune de Hammédi, au plus tard Trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'Attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats, par écrit.

Le Soumissionnaire qui conteste cette attribution provisoire peut introduire un recours auprès de la Commission communale des Marchés publics de la commune de Hammédi dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public, la presse ou le portail des marchés publics, Conformément à l'Article N° 82 du Décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des Marchés publics et des délégations de service public.

DK NEWS **Anep : 2116010633 du 10/06/2021**

USA-CHINE Le Sénat américain approuve un texte "historique" pour contrer la Chine

Les sénateurs américains ont approuvé mardi à une large majorité un plan d'investissement ambitieux dans la science et les technologies, présenté comme un texte "historique" pour contrer la menace économique de la Chine et son modèle "autoritaire".

Ce plan destine plus de 170 milliards de dollars à la recherche et au développement, en visant notamment à encourager les entreprises à produire aux Etats-Unis des semi-conducteurs, aujourd'hui essentiellement fabriqués en Asie.

Le texte a été approuvé par 68 voix contre 32 au Sénat et doit désormais être adopté définitivement, à une date qui n'a pas encore été fixée, par la Chambre des représentants avant d'être promulgué par Joe Biden.

La Chine, en guerre économique avec les Etats-Unis depuis l'ère Trump, est l'un des rares sujets sur lesquels le président démocrate s'est inscrit dans la continuité de son prédécesseur républicain.

Et qui fait largement consensus au Congrès.

"Si nous ne faisons rien, nos jours de super-

puissance dominante pourraient s'achever", a mis en garde le chef de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, juste avant le vote.

Le chef de la minorité républicaine au Sénat Mitch McConnell a déploré que ce plan laisse des mesures "de côté" mais a finalement voté en sa faveur.

Concrètement, le plan prévoit 52 milliards de dollars sur cinq ans pour encourager la fabrication de puces et de semi-conducteurs aux Etats-Unis.

Le plan américain destine en outre 120 milliards de dollars à une agence gouvernementale, la National Science Foundation, pour qu'elle encourage la recherche dans différents domaines jugés clés, comme l'intelligence artificielle.

Elle inclut également une enveloppe de 1,5



milliard de dollars pour le développement de la 5G, l'un des principaux sujets de tension entre la Chine et les Etats-Unis. L'administration Biden cherche depuis plusieurs mois des moyens de stimuler la production nationale d'une gamme de composants industriels, comme les puces, pour réduire sa dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers.

Le président américain avait publié en février un décret appelant les agences fédérales à se pencher sur le

sujet dans les 100 jours.

Mardi, le chef de la diplomatie américain Antony Blinken a salué le travail du Congrès face à Pékin, y compris ce plan d'action industrielle, visant à "renforcer les Etats-Unis".

Les investissements dans nos technologies, les investissements dans nos travailleurs, les investissements dans l'innovation et la recherche et le développement, tous ces éléments réunis sont pour nous la façon de faire face à la Chine dans une position de force".

CHILI Inauguration de la plus grande centrale solaire thermique d'Amérique latine

Le Chili a inauguré mardi la première centrale solaire thermique d'Amérique latine, dans le désert d'Atacama (nord), le plus sec et le plus ensoleillé du monde, un projet qui doit aider le pays à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Sur une zone circulaire de plus de 700 hectares, 10.600 miroirs entourent une tour de 250 mètres de hauteur dont le sommet est bombardé par les rayons du soleil. Un réservoir contenant des sels fondus est ainsi chauffé à plus de 560 degrés pour produire de la vapeur qui entraîne une turbine générant 110 mégawatts d'électricité propre.

Cette infrastructure est combinée à une centrale photovoltaïque adjacente, et les deux fournissent ensemble un total de 210 mégawatts d'énergie renouvelable. Ce projet, baptisé "Cerrado dominador" (la colline dominante), a la particularité de pouvoir fonctionner 24h/24, même en l'absence de soleil, car les sels fondus génèrent de l'énergie pendant 17,5 heures. "Cela va nous permettre d'économiser plus de 600.000 tonnes d'émissions de CO2 par an. C'est l'équivalent de ce qu'émettent 300.000 voitures en un an", s'est félicité le président chilien Sebastian Piñera lors de l'inauguration du projet, dont la construction a débuté en 2014.

Ce projet des sociétés espagnoles Abengoa et Acciona a été construit près de la municipalité de Maria Elena, à environ 200 kilomètres à l'est de la ville côtière d'Antofagasta, au milieu du désert d'Atacama, à environ 3.000 mètres d'altitude.

M. Piñera a déclaré qu'il s'agissait d'une nouvelle étape dans l'engagement du Chili à renouveler sa matrice énergétique d'ici 2050 et à atteindre à cette date la neutralité carbone prévue par l'accord de Paris sur le climat, c'est-à-dire être un pays sans émissions nettes de CO2. "Le Chili était un pays pauvre en énergies du passé, nous avions peu de pétrole, peu de charbon, peu de gaz, mais est immensément riche en énergies du futur.

Nous avons les déserts avec le rayonnement le plus élevé du monde (...), les meilleurs vents du monde, l'énergie géothermique qui provient des volcans, l'énergie marémotrice qui provient de la mer", a déclaré le président chilien. Le Chili souhaite également devenir une référence dans la production d'hydrogène vert, qui fait l'objet d'un large consensus dans le monde en tant que combustible destiné à remplacer les combustibles fossiles polluants. Lors du forum sur le climat CEM12/MI6, que le Chili a accueilli virtuellement, le pays s'est engagé aux côtés du Royaume-Uni, de l'Australie et de l'Union européenne, à promouvoir l'hydrogène vert comme carburant.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUMERDES
DAIRA DE KHEMIS EL KHECHNA
COMMUNE DE HAMMEDI
Réf : N° 1071 / 2021

Monsieur le président de l'Assemblée
Populaire Communale de Hammédi

A

Monsieur le gérant de l'entreprise

ETB /TCE LASMI MOURAD

Cité 100 Lot N°13 Ammoche

W- Sétif

MISE EN DEMEURE (01)

L'entreprise ETB /TCE LASMI MOURAD

est mise en demeure pour :

- Redémarrage des travaux, et respecter les délais relatifs au projet :

- « Revêtement en Gazon Synthétique du Stade Communale de Hammédi avec Cloture en Acier Galvanisé Plastifié. »

- Pour cela, nous l'invitons à entamer les Travaux, dans un délais de trois (03) jours à compter de la première parution de cette publication dans le officiel des marches de l'opérateur public (BOMOP) ou au moins dans deux (02) quotidiens nationaux rédigés. Faute de quoi de mesures réglementaires seront prises à son encontre.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Ain Defla
Daira de Ain Defla
Commune de Ain Defla
NIF : 098544010036730

Avis d'attribution provisoire du marché

Conformément au disposition, de l'article n° 65 et 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public .
le président de la commune de Ain Defla, informe les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 03 /2021 du 05/05/2021 parus dans les journaux: en français "D K News" le (10/05/2021) et en arabe "EL ITIHAD " le (10/05/2021) .

Que le résultat de la commission d'évaluation des offres en date du: 27 /05/2021 , est le suivant :

Designation des travaux	Entreprise retenue	NIP	LA NOTE DE L'OFFRE TECHNIQUE	Montant Proposé (DA)	Montant Corrigé (DA)	Délais	Observation
REHABILITATION ECLAIRAGE PUBLIC AU NIVEAU DE LA VILLE DE AIN DEFLA (rue Meklati Med,Rue Emir Khaled,Rue des martyrs,Rue Merouane,Rue Hadj Djilali Med,Rue Freres Choumanj)	SARL ANELEC BOUFARIK	00020908093556	34,00	30.456.193,60	30.171.307,60	06 MOIS	MOINS DISANT

Les soumissionnaires qui sont participés à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales souhaités connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres techniques et financières peuvent rapprocher du siège de la commune (bureau des marchés) dans un délai de trois (03) jours au plus tard à compter du premier jour de la publication de cette avis d'attribution provisoire .

Les soumissionnaires qui contestent ce choix , peuvent introduire un recours auprès de la commission communale des marchés publics dans un délais de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis aux quotidiens nationaux et au bulletin officiel des marchés de l'opérateur public BOMOP conformément au disposition, de l'article n° 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et délégations du service public.

COMITÉ OLYMPIQUE ET SPORTIF ALGÉRIEN "J'espère être à la hauteur de la confiance placée en moi" (Hammad)

Le président du Comité olympique et sportif algérien, Abderrahmane Hammad s'est dit "heureux" de briguer un nouveau mandat à la tête du COA, qui lui permettra de "poursuivre le travail déjà entamé", en remerciant les membres de l'Assemblée de lui avoir "renouvelé leur confiance", et dont il espère être à la hauteur.

"Tout d'abord, je tiens à remercier les membres de l'Assemblée de m'avoir renouvelé leur confiance, en espérant être à la hauteur de leurs attentes" a-t-il déclaré, juste après avoir raflé 105 voix. Ce qui lui a permis de l'emporter haut la main devant son unique concurrent, le président de la fédération algérienne de natation, Abdelhakim Boughadou, qui lui n'a récolté que 48 voix.

"Je pense que l'élection de Hammad était prévisible, et je le félicite pour ce nouveau mandat à la tête du COA. Les travaux de l'AGE se sont déroulés en toute transparence, et j'accepte donc cette défaite en toute sportivité. Je considère même que c'est un honneur pour ma discipline (ndlr. la natation) d'avoir récolté 48 voix" a estimé Boughadou. Même s'il n'a pas été élu, le premier responsable de la fédération algérienne de natation a affirmé qu'il continuera à travailler, avec l'ambition de promouvoir le sport national à son échelle, car selon lui, "tout le monde peut participer dans cette quête", même s'il n'occupe pas forcément un haut poste de responsabilité.

Pour ce nouveau mandat olympique 2021-2024, Hammad sera appelé à collaborer avec quatorze autres membres : Yacine Louaïl, Kheir-Eddine Barbari, Fazil Ferhat Abdennour, Charaf-Eddine Amara, Yacine Sellini, Hamza Doughdough, Yacine Gouri, Habib Labane, Abdelhafid Izem, El Hadi Mossab, Mohamed Bessaad, Ammar Brahmia, Chouiter Ferial et Hassiba Boulmerka.

Composante du nouveau Bureau exécutif

Composante du nouveau Bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA), à l'issue de l'Assemblée générale électorale de l'instance, tenue mardi à Alger :

Président :

- Abderrahmane Hammad (105 voix)

Fédérations olympiques :

- Yacine Louaïl (99 voix)
- Kheir-Eddine Barbari (98 voix)
- Fazil Ferhat Abdennour (94 voix)
- Charaf-Eddine Amara (93 voix)
- Yacine Sellini (61 voix)
- Hamza Doughdough (61 voix)
- Yacine Gouri (55 voix)
- Habib Labane (55 voix)

Fédérations non olympiques :

- Abdelhafid Izem (99 voix)
- El Hadi Mossab (98 voix)
- Mohamed Bessaad (86 voix)
- Ammar Brahmia (69 voix)

Représentants féminins :

- Chouiter Ferial (96 voix)
- Hassiba Boulmerka (90 voix).

COOPÉRATION

La coopération algéro-hongroise en matière de sport évoquée par Salima Souakri à Budapest

La coopération algéro-hongroise en matière de sport et les perspectives de son développement ont été au centre des entretiens qu'a eus à Budapest la secrétaire d'Etat en charge du sport d'élite, Salima Souakri avec la ministre hongroise des Sports, Tunde Szabo, en marge du Championnat du monde de judo actuellement en cours.

"Les deux parties ont procédé, au cours de cette rencontre à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Algérie en Hongrie et Slovaquie, Ali Mokrani, à l'examen des possibilités de renforcement de la coopération algéro-hongroise dans le domaine sportif", a écrit Salima Souakri mardi sur sa page Facebook.

La secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite a souligné, à cette occasion, "la volonté de l'Algérie de développer une coopération dense, féconde et mutuellement bénéfique avec la Hongrie", tout comme Tunde Szabo qui a exprimé la volonté de son pays de promouvoir ses



relations sportives avec l'Algérie et sa disponibilité à la conclusion de l'accord bilatéral afférent en cours de finalisation". A ce titre, Mme Souakri a souligné "l'intérêt accordé au dé-

veloppement d'une coopération à forte valeur ajoutée, axée sur la formation, le management, la promotion du sport féminin et l'échange des expériences nationales des sports",

réitérant la "disponibilité de la partie algérienne à la signature de l'accord bilatéral qui viendra structurer la coopération bilatérale en matière de sport, accompagné d'un plan d'action afin de lui conférer une optique opérationnelle". Par ailleurs, il a été évoqué, à cette occasion, "la possibilité d'organiser une rencontre amicale des équipes nationales féminines et masculines de football" des deux pays, a indiqué la secrétaire d'Etat en charge du sport d'élite qui a lancé au terme de ce face à face "une invitation pour effectuer une visite en Algérie, à la ministre hongroise qui l'a acceptée avec plaisir".

KARATÉ - TOURNOI DE PARIS

L'Algérie avec 8 athlètes à l'ultime étape qualificative pour Tokyo

La sélection algérienne de karaté-do, composée de huit athlètes, prendra part à l'Open de Paris (11-13 juin), dernière étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo, a annoncé mardi la Fédération algérienne de la discipline. En kumité, l'Algérie sera représentée par six athlètes : Sami Tas (-67 kg), Yanis Lardjane (-75 kg) et Hocine Daïkhi (+75 kg) chez les messieurs, alors que Widad Draou (-55 kg), Chaïma Midî (-61 kg) et Lamy Matoub (+61 kg) sont engagées chez les dames.

En kata, l'instance fédérale a engagé deux athlètes, à savoir Hakim Haoua et Kamilia Hadj Saïd. Les karatékas algériens, qui ont rallié la capitale française mardi, seront en concurrence avec plus de 800 athlètes du monde pour décrocher

un des 24 billets qualificatifs aux JO de Tokyo. Les trois meilleurs athlètes des huit catégories en compétition se qualifieront pour les joutes.

En raison de la situation d'urgence sanitaire actuelle, l'événement, qui aura lieu à la salle des sports Pierre-de-Coubertin, se tiendra selon le protocole COVID-19 et les directives locales sur le coronavirus. Il suivra ainsi un format de "bulle sanitaire".

Il est à rappeler qu'à cause du quota octroyé par le Comité international olympique (CIO) pour le karaté au rendez-vous nippon, la Fédération internationale a été contrainte de jumeler les cinq catégories de poids adoptées pour chaque sexe, lors des Mondiaux et autres tournois, en trois seulement. Un jumelage qui, ap-

paremment, a été désavantageux à des athlètes pour arracher une place au rendez-vous nippon. Les catégories arrêtées pour l'Open de Paris seront les mêmes que celles des Jeux olympiques de Tokyo, à savoir -55 kg, -61 kg, +61 kg, en plus du kata (pour les catégories olympiques individuelles féminines), et -67 kg, -75 kg, +75 kg, en plus du kata (pour les catégories olympiques individuelles masculines).

Liste des athlètes algériens :

Kumité messieurs : Sami Tas (-67 kg), Yanis Lardjane (-75 kg), Hocine Daïkhi (+75 kg). Kumité dames : Widad Draou (-55 kg), Chaïma Midî (-61 kg) et Lamy Matoub (+61 kg).

Kata messieurs : Hakim Haoua. Kata dames : Kamilia Hadj Saïd.

JUDO - MONDIAUX-2021 (3^E JOURNÉE)

Sortie au premier tour de l'Algérienne Amina Belkadi

L'athlète algérienne Amina Belkadi s'est fait éliminer, mercredi à Budapest en Hongrie, au premier tour de sa catégorie des -63 kg aux Championnats du monde de judo, en s'inclinant face à l'Autrichienne Magdalena Krssakova. Belkadi, médaillée de bronze au dernier Championnat d'Afrique à Dakar, n'a pas pu terminer son combat face à son adversaire autrichienne qui affrontera l'Américaine Alissa Galles en quarts de finale

de la poule D composée de dix athlètes.

Dans la journée de mardi, Fethi Nourine a perdu dès le premier tour de la catégorie des -73 kg, devant le Brésilien Edouardo Barbosa. Le champion d'Afrique en mai dernier à Dakar, a été précédé par son compatriote Waïl Ezzine, sorti au 3^e tour de la catégorie des -66 kg, lundi.

La journée de jeudi verra l'entrée en lice du 4^e représen-

tant algérien aux Mondiaux-2021 de Budapest, Abderrahmane Benamadi (-90 kg) qui affrontera au premier tour de la poule C, le Sud-coréen Han Juyeop. Pour leur part, Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) concourront le lendemain, vendredi, devant respectivement Gususje Steenuis (Pays-Bas) et Daniel Dichev (Bulgarie). Quant à Sonia Asselah (+78 kg), elle débutera samedi directement au deuxième tour,

contre la gagnante du match mettant aux prises la Bosnienne Borjana Marjanac et la Hongroise Mercedesz Szigetvari. Les Championnats du monde 2021 prendront fin dimanche avec les épreuves du "par équipes". Au total, 665 judokas (387 messieurs et 278 dames), représentent 118 pays.

prennent part à cette compétition, considérée comme la dernière étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo.

JUDO - MONDIAUX-2021 (3^E JOURNÉE)

Fethi Nourine (-73 kg) éliminé au premier tour

Le judoka algérien Fethi Nourine a été éliminé au premier tour de la catégorie des moins de 73 kg des Championnats du monde de la discipline, en s'inclinant face au Brésilien Edouardo Barbosa, mardi à Budapest (Hongrie). Nourine, champion d'Afrique en mai dernier à Dakar, est le deuxième Algérien éliminé aux Mondiaux 2021, après la sortie de Waïl Ezzine au 3^e tour de la catégorie des -66 kg, lundi. Mercredi, ce sera au tour d'Amina Belkadi (-63 kg) de monter sur le tatami contre l'Autrichienne Magdalena Krssakova.

Le lendemain, jeudi, Abderrahmane

Benamadi effectuera ses débuts dans la compétition. Il a été reversé dans la poule "C" des moins de 90 kg, où il affrontera au premier tour le Sud-coréen Han Juyeop. De leur côté, Kaouthar Ouallal et Mustapha Yasser Bouamar concourront tous les deux dans la journée de vendredi, respectivement dans la poule "B" des dames de moins de 78 kg et la poule "B" des messieurs de moins de 100 kg. Ouallal sera opposée à la Néerlandaise Gususje Steenuis, alors que Bouamar est appelé à défier le Bulgare Daniel Dichev. Samedi, ce sera au tour du septième et dernier représentant algérien de faire son entrée en lice

dans cette compétition. Il s'agit de Sonia Asselah, qui a été exemptée du premier tour dans la poule "C" des dames de plus de 78 kg. Elle débutera donc directement au deuxième tour, contre la gagnante du match mettant aux prises la Bosnienne Borjana Marjanac et la Hongroise Mercedesz Szigetvari. Ces Championnats du monde entamés dimanche se clôtureront le 13 juin par les épreuves du "par équipes". Au total, 665 judokas (387 messieurs et 278 dames), représentant 118 pays, prennent part à cette compétition, considérée comme la dernière étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo.



AMICAL - TUNISIE - ALGÉRIE

Les "Verts" pour battre le record africain d'invincibilité

L'équipe nationale de football affrontera vendredi son homologue tunisienne au stade Hamadi-Agrebi de Radès (20h30), en match amical de préparation, avec l'intention de battre le record africain d'invincibilité détenu en compagnie de la Côte d'Ivoire avec 26 rencontres.



Vainqueurs lors des deux premiers tests amicaux disputés jeudi et dimanche à Blida respectivement face à la Mauritanie (4-1) et au Mali (1-0), les "Verts", invincibles depuis le 18 novembre 2018 (victoire à Lomé face au Togo 4-1, ndr), seront cette fois-ci face à un sérieux client, deuxième sur le plan continental, selon le dernier classement de la Fédération internationale (Fifa).

"Je connais cette équipe de Tunisie, ils savent qu'on la connaît."

C'est une équipe qui a beaucoup d'expérience, avec des joueurs habitués à l'Afrique et qui savent gérer les matchs.

Ces rendez-vous amicaux sont loin d'être sans enjeu pour moi, puisqu'ils seront déterminants pour le prochain classement de la Fifa.

Notre objectif est de préserver notre position dans le Top 5 continental, pour pouvoir disputer un éventuel match (retour) des barrages du Mondial 2022 chez nous", a indiqué le coach national Djamel Belmadi.

En vue de cet ultime test de préparation, Belmadi va aligner son équipe type, avec notamment le retour sur le côté droit de Youcef Atal et du milieu offensif Sofiane Feghouli, ménagés face au Mali.

En revanche, le milieu offensif Adam Ounas, touché à la tête suite à un choc aérien, est incertain.

Historique des confrontations : Algérie et Tunisie à égalité

Une victoire, ou à défaut un match nul, permettra non seulement aux "Verts" d'effacer des tablettes le record des Ivoiriens, mais surtout de préserver la bonne dynamique enclenchée depuis l'arrivée à la barre technique de Djamel Belmadi.

Un éventuel ascendant psychologique non négligeable en vue du début du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, reporté de juin à septembre en raison de la pandémie de Covid-19.

De son côté, la Tunisie, difficile vainqueur samedi de la RD Congo (1-0) pour son premier match amical, abordera ce derby maghrébin avec l'objectif de conforter sa position de deuxième meilleure nation africaine.

"Les derbies se jouent toujours sur de petits détails.

Il y aura beaucoup d'engagement.

Notre objectif est évident.

Nous jouons chaque rencontre pour gagner et avancer dans le classement Fifa.

Nous sommes aussi sur une bonne dynamique.

Nous sommes prêts pour

cette rencontre. On essaie d'imposer une domination sur le terrain à chaque fois qu'on joue à Radès, on impose notre style quel que soit l'adversaire", a affirmé le coach des "Aigles de Carthage" Mondher Kebaier.

La Tunisie sera privée des services de deux pièces maîtresses : les milieux de terrain Youcef Msakni et Ferjani Sassi, blessés et soumis à un repos de dix jours.

Les Tunisiens boucleront leur série de matchs amicaux face au Mali le 15 juin à Radès.

Côté statistiques, les deux équipes vont s'affronter pour la 44e fois, toutes compétitions confondues.

L'Algérie et la Tunisie

comptent le même nombre de victoires (15), alors que 13 matchs se sont soldés sur un score de parité.

Sur le plan offensif, l'Algérie compte un but de marqué de plus que la Tunisie (40 contre 39).

La rencontre sera dirigée par un trio arbitral égyptien sous la conduite de Mohamed Maârouf, assisté de ses compatriotes Youssef El-Bosaty et Samir Djamel, alors que le quatrième arbitre est le Tunisien Naïm Hosni.

Ces rencontres amicales s'inscrivent dans le cadre de la préparation des "Verts" en prévision du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar-2022.

Travail spécifique pour Atal et Ounas (FAF)

Les deux joueurs de l'équipe nationale de football, Youcef Atal et Adam Ounas, se sont contentés mardi d'un travail spécifique, en salle de gym, à deux jours du troisième et dernier match amical des "Verts", vendredi face à la Tunisie au stade Hamadi-Agrebi de Radès (20h30), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

"Tout le monde était présent au coup d'envoi de la séance d'entraînement (18h00), exception faite pour Adam Ounas et Youcef Atal, qui ont travaillé en salle de gym avant de suivre l'entraînement à partir du bord du terrain.

Leur état de santé est rassurant", a affirmé l'instance fédérale dans un communiqué.

Titularisé lors du premier match amical face à la Mauritanie (4-1), Atal a été touché au genou, alors qu'Ounas, entré en cours de jeu lors de la deuxième confrontation devant le Mali (1-0), a reçu un coup à la tête suite à un choc aérien avec un défenseur malien.

"Après le rituel échauffement en jonglerie, les tours de piste et les quelques exercices en ateliers, les joueurs ont retrouvé le ballon lors d'oppositions en plusieurs actes avant de terminer sur la moitié du terrain en quatre mi-temps entre les porteurs de chabuble orange et ceux en violet.

Et ce sont ces derniers qui l'emportèrent, après une partie bien disputée, mais dans une ambiance très bon enfant", ajoute la FAF.

Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez effectueront leur dernière séance d'entraînement, mercredi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger, 18h00), avant leur déplacement jeudi en fin de matinée pour Tunis.

Sur place, la sélection nationale s'entraînera sur la pelouse du stade Hamadi-Agrebi de Radès à 18h30, selon un communiqué de la Fédération tunisienne (FTF).

Ces rencontres amicales s'inscrivent dans le cadre de la préparation des "Verts" en prévision du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain, en raison de la pandémie de Covid-19.

APS

Les 10 derniers matchs de l'Algérie avant d'affronter la Tunisie en amical

Les dix dernières rencontres de l'Algérie avant d'affronter la Tunisie, vendredi (20h30) au stade Hamadi-Agrebi de Radès, en match amical de préparation aux éliminatoires du Mondial-2022 :

- 6 juin 2021 à Blida (amical):**
Algérie - Mali 1-0
But : Mahrez (57e)
 - 3 juin 2021 à Blida (amical):**
Algérie - Mauritanie 4-1
Buts : Feghouli (40e, 57e), Ounas (61e), Bounedjah (70e)
 - 29 mars 2021 à Blida (CAN-2021/Qualifications):**
Algérie - Botswana 5-0
Buts : Mandi (24e), Feghouli (57e), Mahrez (s.p.en 63e), Bounedjah (72e), Boulaya (87e)
 - 25 mars 2021 à Lusaka (CAN-2021/Qualifications):**
Zambie - Algérie 3-3
Buts : Ghezal (19e), Slimani (25e et 55e)
 - 16 novembre 2020 à Harare (CAN-2021/Qualifications):**
Zimbabwe - Algérie 2-2
Buts : Benlamri (34e), Mahrez (38e)
 - 12 novembre 2020 à Alger (CAN-2021/Qualifications):**
Algérie - Zimbabwe 3-1
Buts : Bounedjah (31e), Feghouli (42e), Mahrez (66e)
 - 13 octobre 2020 à la Haye, Pays-Bas (amical):**
Algérie - Mexique 2-2
Buts : Bennacer (45e), Mahrez (67e)
 - 9 octobre 2020 à Klagenfurt, Autriche (amical):**
Algérie - Nigeria 1-0
But : Bensebaïni (6e)
 - 18 novembre 2019 à Gaborone (CAN-2021/Qualifications):**
Botswana - Algérie 0-1
But : Belaïli (14e)
 - 14 novembre 2019 à Blida (CAN-2021/Qualifications):**
Algérie - Zambie 5-0
Buts : Bensebaïni (43e), Bounedjah (68e s.p.en et 90e), Belaïli (75e), Soudani (85e)
- Bilan en 10 matchs :** 7 victoires, 3 nuls, 0 défaite
Buts marqués : 27 / **Buts encaissés :** 9
Buteurs : Mahrez (5), Bounedjah (5), Feghouli (4), Slimani (2), Belaïli (2), Bensebaïni (2), Soudani (1), Bennacer (1), Benlamri (1), Ghezal (1), Mandi (1), Boulaya (1), Ounas (1).

AMICAUX - TUNISIE

Blessés, Msakni et Sassi forfait face à l'Algérie et au Mali

Les milieux de terrain de la sélection tunisienne de football Youssef Msakni et Ferjani Sassi, blessés, ont déclaré forfait pour les deux matchs amicaux prévus face à l'Algérie (11 juin) et au Mali (15 juin) au stade Hamadi-Agrebi de Radès, a annoncé lundi soir la Fédération tunisienne (FTF) dans un communiqué.

Msakni et Sassi se sont blessés lors du match amical devant la RD Congo, disputé samedi dernier au stade de Radès (1-0), et devront observer dix jours de repos, précise la même source.

Par ailleurs, le milieu défensif du FC Cologne (Allemagne) Elyes Skhiri a rejoint lundi le groupe à la première séance d'entraînement au stade annexe de Radès pour préparer le match amical face à l'Algérie. Lors de cette séance, le sélectionneur national Mondher Kebaier a consacré son travail au volet physique avant de séparer les joueurs en petits groupes qui ont effectué plusieurs exercices d'application et de terminer avec des exercices de tirs au but.

LIGUE 1 (MISE À JOUR) Le CRB atomise la JSMS (6-0) et remonte à la 4^e place

Le CR Belouizdad, large vainqueur, mardi, devant la JSM Skikda (6-0) pour le compte de la mise à jour du calendrier du Championnat de Ligue 1 de football, se hisse à la 4^e place du classement, alors que le MC Alger et l'O Médéa ont fait match nul (0-0) et restent dans le ventre mou du classement.



Les Belouizdadis ont étrillé les Skikdis grâce aux buts de Selmi (17e), Khelfallah (32e+33e), Merzougui (42e), Sayoud (43e), et Tabti (64e). A la faveur de cette large victoire en déplacement, le CRB (43 pts) revient à un point du MC Oran, tout en comptant encore un match en retard face à la JS Kabylie (5e-41 pts). De son côté la JSMS (17 pts) occupe l'avant dernière place du classement.

Dans l'autre match de mise à jour de la 21^e journée, l'Olympique Médéa et le MC Alger se sont neutralisés (1-1). Les

deux buts de la rencontre ont été inscrits en deuxième mi-temps. C'est d'abord Frioui (69e) qui a ouvert le score pour le MCA, avant que Dadache (73e) n'égalise pour l'OM.

Avec ce match nul, l'OM occupe le 7^e rang du classement avec 37 points, soit une unité de mieux que le MCA (8e - 36 pts). Le MC Alger comp te encore un match en retard face au Paradou AC. La 25^e journée du Championnat de Ligue 1 est prévue jeudi et dimanche prochain, selon le programme de la Ligue de football professionnel.

Trois matchs programmés le 23 juin (LFP)

La Ligue de football professionnel (LFP) a programmé trois matchs de mise à jour du championnat de Ligue 1 pour le mercredi 23 juin, a-t-elle annoncé lundi soir sur son site officiel.

Il s'agit de CR Belouizdad - JS Kabylie et MC Alger - Paradou AC pour le compte de la 22^e

journée, ainsi que de NA Hussein-Dey - USM Alger dans le cadre de la 25^e journée, précise la même source.

Par ailleurs, l'instance dirigeante de la compétition a fixé les rencontres de la 26^e journée aux vendredis 18 et samedi 19 juin, alors que celles de la 27^e journée se joueront

les samedi 26 et dimanche 27 juin.

Pour rappel, la 25^e journée de la compétition débutera jeudi et se poursuivra dimanche.

Deux matchs ont été reportés à une date ultérieure : NA Hussein-Dey - USM Alger et CS Constantine - CR Belouizdad.

ANGLETERRE

Les Six de la Super Ligue ont trouvé un accord financier avec la Premier League

Les six clubs anglais rebelles qui s'étaient inscrits à la Super Ligue européenne ont conclu un accord financier avec la Premier League d'un montant total de 25 millions d'euros, ont annoncé mercredi les médias britanniques. Arsenal, Chelsea, Liverpool, Manchester City, Manchester United et Tottenham s'étaient déclarés membres fondateurs de la compétition en avril mais le projet avait rapidement capoté après une opposition générale. L'argent devrait aller à des projets locaux et communautaires. Sky News a fait état de cet accord mercredi et des sources au sein de l'un des clubs ont révélé à l'agence britannique

Press Association qu'un accord avait été trouvé, les clubs faisant face à 22 millions d'euros d'amende et 30 points en moins en cas de nouvelle tentative de scission. La Premier League a mené une enquête sur les circonstances entourant la création de la Super Ligue. Son directeur général, Richard Masters avait déclaré le mois dernier que celle-ci serait menée "de manière efficace, juste et appropriée". Le mois dernier, l'UEFA, instance dirigeante du football européen, a annoncé des sanctions, notamment financières,



contre neuf des 12 clubs de l'origine du projet avorté. Ces neuf clubs ont accepté de renoncer à 5% de leurs revenus provenant des compétitions de l'UEFA pendant une saison et de verser, à eux tous, 15 millions d'euros pour soutenir le football local et les équipes de jeunes en Europe. Trois clubs, Barcelone, le Real Madrid et la Juventus, n'ont pas signé cette déclaration.

Ligue 1 (21^e journée-mise à jour) Résultats complets et classement

Résultats complets et classement, à l'issue des rencontres en retard de la 21^e journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputées mardi :

Mardi 8 juin :

Olympique Médéa - MC Alger 1-1
JSM Skikda - CR Belouizdad 0-6

Déjà jouées / Dimanche 16 mai :

RC Relizane - ES Sétif 2-2
NC Magra - AS Aïn M'lila 3-2
USM Alger - JS Saoura 2-0
WA Tlemcen - ASO Chlef 2-3
CS Constantine - Paradou AC 0-1
NA Hussein-Dey - US Biskra 1-1
USM Bel-Abbès - CABB Arréridj 1-1

Mardi 11 mai :

JS Kabylie - MC Oran 0-1

Classement :

	Pts	J
1). ES Sétif	50	24
2). JS Saoura	46	24
3). MC Oran	44	24
4). CR Belouizdad	43	23
5). JS Kabylie	41	23
6). USM Alger	39	24
7). O. Médéa	37	24
8). MC Alger	36	23
--). CS Constantine	36	24
10). Paradou AC	34	23
11). AS Aïn M'lila	31	24
12). ASO Chlef	27	24
--). US Biskra	27	24
14). NC Magra	23	24
--). RC Relizane	23	24
16). NA Hussein-Dey	21	24
--). WA Tlemcen	21	24
18). USM Bel-Abbès	18	24
19). JSM Skikda	17	24
20). CABB Arréridj	14	24

COUPE DE LA LIGUE Le NC Magra premier qualifié en finale

Le NC Magra s'est qualifié en finale de la Coupe de la Ligue de football, en s'imposant devant l'USM Alger 2-1 après prolongations (temps réglementaire: 1-1), mardi au stade des Frères Boucheligue de Magra.

Le NC Magra a ouvert le score par Ayache Ziouache à la 40^e minute de jeu, avant que Mehdi Beneddine n'égalise sur penalty pour l'USM Alger, dans le temps additionnel de la 2^e mi-temps (90+7).

Le but de la victoire du NCM a été l'oeuvre de Mohamed Es-Saïd à la 110^e.

En finale, le NCM affrontera le vainqueur de l'autre demi-finale entre la JS Kabylie et le WA Tlemcen, prévue mercredi à 17h30.

Pour rappel, la Coupe de la Ligue, réservée exceptionnellement aux clubs de la Ligue 1 professionnelle, a été relancée cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie, annulée en raison de la programmation chargée due au Covid-19.

Résultats partiels des demi-finales:

NC Magra - USM Alger 2-1 après prolongations

Mercredi 9 juin 2021 (17h30)

JS Kabylie - WA Tlemcen.

EURO 2021 Face au Covid-19, l'Espagne retient 11 réservistes additionnels

La sélection espagnole a mis en place une "bulle" sanitaire pour onze nouveaux joueurs réservistes, un effectif "parallèle" qui pourra pallier les absences à l'Euro si les contaminations au sein de la "Roja" venaient à augmenter, après deux joueurs testés positifs depuis dimanche soir.

Après l'annonce des contaminations coup sur coup du capitaine Sergio Busquets dimanche soir puis du défenseur Diego Llorente mardi soir, l'Espagne élargit donc son équipe réserviste à quelques jours de l'Euro (11 juin-11 juillet) qui débute vendredi.

"L'équipe technique de la sélection espagnole a décidé que les onze internationaux initialement convoqués pour le match face à la Lituanie resteront à disposition de la sélection espagnole avec un entraînement prévu sous les ordres de Luis Enrique mercredi 9 juin à partir de 11h00", a annoncé l'équipe d'Espagne sur son site.

Cette "bulle parallèle de la sélection" a été créée en prévision des possibles conséquences que pourraient entraîner les contaminations de Sergio Busquets et Diego Llorente", explique la Roja.

Elle comprendra les joueurs suivants: Alvaro Fernandez (Huesca), Oscar Mingueza (FC Barcelone), Marc Cucurella (Getafe), Bryan Gil (Séville FC), Juan Miranda (Betis Séville), Gonzalo Villar (AS Rome), Alex Pozo (Eibar), Brahim Diaz (AC Milan), Martin Zubimendi (Real Sociedad), Yeremy Pino (Villareal) et Javi Puado (Espanyol Barcelone).

Tous ces joueurs ont joué mardi soir face à la Lituanie, lors d'un match amical, remporté 4-0, sans les joueurs retenus pour l'Euro (11 juin-11 juillet), mis à l'isolement dimanche.

Ce groupe s'ajoute aux six autres réservistes appelés lundi par le sélectionneur Luis Enrique pour pallier d'éventuels forfaits : Rodrigo Moreno (Leeds), Pablo Fornals (West Ham), Carlos Soler (Valence), Brais Mendez (Celta Vigo), Raul Albiol (Villareal) et Kepa Arrizabalaga (Chelsea).

Ce total de 17 joueurs réservistes resteront éloignés de l'autre bulle sanitaire formée autour de l'équipe d'Espagne, précise le communiqué de la sélection.

Selon le règlement, Luis Enrique a jusqu'au premier match de l'Espagne pour effectuer des changements dans son groupe de 26 joueurs en cas d'indisponibilités dûment constatées médicalement par l'UEFA.

L'équipe d'Espagne, qui doit se faire vacciner mercredi d'après le ministre espagnol des Sports, doit débiter son parcours à l'Euro lundi à Séville contre la Suède, qui a également déploré deux cas positifs ce mardi, dont le prometteur attaquant de la Juventus Dejan Kulusevski. La Roja évoluera au sein du groupe E, où figurent également la Pologne et la Slovaquie.

APS

MOURINHO VEUT LLORIS À LA ROMA ?

Hugo Lloris, le gardien de Tottenham, très apprécié par son ancien manager José Mourinho, serait dans le viseur de l'AS Roma. Le nouveau club du technicien portugais. Selon des informations rapportées par le Sun ce lundi, José Mourinho aimerait faire venir Hugo Lloris à l'AS Roma, club qu'il entraîne désormais. Le technicien portugais est en train de reconstruire l'équipe romaine et le poste de gardien de but fait partie de ses priorités pour le mercato estival 2021. Le nom d'Hugo Lloris est en bonne place sur la liste de l'ancien manager de Tottenham qui aurait également coché les noms de Szczesny et de Rui Patrício. Agé de 34 ans, l'international français pourrait quitter les Spurs mais actuellement concentré sur l'Euro 2020 avec la France, Hugo Lloris ne veut pas penser à son avenir.



Ziyech intéresse un cadreur espagnol

L'international marocain pourrait bientôt débarquer sur les pelouses espagnoles. Malgré un contrat qui court jusqu'en juin 2025, l'ailier Hakim Ziyech ne semble pas faire partie des plans de Thomas Tuchel pour la saison prochaine. Un départ serait donc à l'étude pour l'international marocain. Concernant son avenir, il aurait déjà des touches. Si des clubs italiens le surveillent de près, ce dernier aurait également une piste du côté de l'Espagne.

Selon les dernières informations de Todofichajes, le natif de Dronen serait dans le viseur de l'Atlético Madrid. Les Colchoneros auraient pris plusieurs renseignements sur le joueur des Blues. Auteur de six buts et quatre passes décisives en 39 apparitions avec le club londonien, ce dernier serait estimé à 40 millions d'euros par Chelsea.

LES DEUX OPTIONS DE BRAHIM DIAZ

Dans la tête du jeune Brahim Diaz, c'est très clair. La saison prochaine, il jouera soit au Real Madrid, soit à l'AC Milan.

L'attaquant espagnol n'envisage aucune autre alternative. Il restera au Real Madrid à l'issue de la préparation ou repartira en prêt à Milan. Plusieurs clubs sont venus frapper à sa porte ces dernières semaines, affirme AS, mais Brahim les a tous repoussés. Sa priorité est de jouer à la Casa Blanca, c'est son objectif et son rêve, et dans le cas où il n'aurait pas de place à court terme dans l'effectif merengue, seul un retour à Milan est envisageable.

Désormais, son avenir dépend de deux facteurs. Premièrement, une discussion qu'il devra avoir avec Carlo Ancelotti, le nouveau coach du Real Madrid. Si l'Italien laisse entendre qu'il compte sur lui à l'issue de la pré-saison, le jeune Diaz resterait sans hésiter. A condition toutefois, et c'est le deuxième facteur, que des joueurs évoluant à son poste quittent le Real lors du mercato. Sans cela, difficile d'envisager un temps de jeu régulier, chose nécessaire à sa progression que Milan lui offre sans problème.

Enfin, si Brahim Diaz ne trouvait pas les conditions réunies pour rester à Madrid, son retour en Italie serait immédiat. La direction madrilène, en revanche, sait déjà quel contrat sera proposé au club milanais, affirme AS. Un prêt sans option d'achat, comme ce fut déjà le cas la saison passée. Les dirigeants estiment que l'Espagnol est un joueur à très fort potentiel et ne comptent pas s'en séparer si facilement.

ENZO ZIDANE DÉBARQUE EN FRANCE !

C'est désormais officiel, le marché des transferts a ouvert ses portes ce mercredi 9 juin et de nombreux clubs ont déjà activé plusieurs pistes. Si le Paris Saint-Germain continue d'avancer le dossier Georginio Wijnaldum, un club de Ligue 2 a officialisé sa première arrivée. Passé par la Castilla du Real Madrid, Alavés, le Deportivo Aves ou encore Almería, Enzo Zidane s'est engagé avec Rodez.

Le fils de Zinédine Zidane a déposé ses valises en Ligue 2 pour une petite saison. Le club au nord-est de Toulouse évoluera dans la seconde division française la saison prochaine après avoir terminé au 15ème rang lors de l'exercice 2020/2021.

Bellerin a deux touches en Liga

Sur le départ d'Arsenal après sept années passées en équipe première, Héctor Bellerin pourrait retourner dans son Espagne natale. Un temps annoncé dans le viseur du PSG, qui semble avoir fait d'Achraf Hakimi sa priorité à droite, Héctor Bellerin est sur le départ d'Arsenal selon Sky Italia. Malgré un contrat courant jusqu'en juin 2023, le latéral droit espagnol souhaiterait partir cet été et aurait une préférence pour l'Espagne et l'Italie. Selon cette même source, Bellerin a déjà deux pistes concrètes en Liga : le récent vainqueur de la Ligue Europa, Villarreal, lui aurait fait une offre tandis que le Séville FC serait aussi intéressé. Agé de 26 ans, Bellerin a disputé 35 matches avec les Gunners cette saison.



Liverpool : Patson Daka tout proche ?

Liverpool serait sur le point de conclure l'arrivée de l'attaquant Patson Daka. Celui-ci évoluait jusqu'à présent sous les couleurs du RB Salzbourg.

Liverpool aurait « conclu un accord » et « annoncerait » Patson Daka comme sa nouvelle recrue cette semaine, rapporte le média britannique TeamTalk. Sur ce dossier, les Reds auraient voulu aller vite afin de battre son concurrent principal sur ce dossier, West Ham. Il faut dire que l'attaquant zambien âgé de 22 ans a marqué 68 buts et fait 27 passes décisives depuis qu'il évolue sous les couleurs du club autrichien (2017-2021).

Cette saison notamment, il a confirmé ses aptitudes avec 34 buts et 12 passes décisives. Pour ces raisons, Liverpool n'aurait pas voulu laisser passer sa chance et serait sur le point de recruter le joueur, confirme le Zambian Observer. Un contrat de quatre ans attendrait Patson Daka du côté d'Anfield. Le transfert serait conclu pour environ 30 millions d'euros. Si celui-ci se confirme, l'intérêt pour Raphinha de Leeds United sera abandonné par les dirigeants du Liverpool FC.



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À LA CHAÎNE AL JAZEERA

"Le Hirak authentique béni a sauvé l'Etat algérien de la déliquescence"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a accordé un entretien à la chaîne qatarie Al Jazeera, à diffuser mardi, dans lequel il a évoqué plusieurs questions nationales cruciales et régionales, comme le dossier libyen, et la question palestinienne, lit-on dans le résumé publié sur la page Facebook de la Présidence de la République.



Au plan interne, le président de la République a affirmé que "le Hirak authentique béni a sauvé l'Etat algérien de la déliquescence". "L'Algérie était sous la main mise de la "issaba" (bande) qui a volé et transféré à l'étranger des centaines de milliards de dollars". Cette dernière "voulait exploiter la maladie de l'ancien président pour s'accaparer le pouvoir pour cinq autres années", a rappelé le Président Tebboune.

Évoquant la corruption, il a précisé que "son ampleur est si importante que nous continuons à ce jour à découvrir ses ramifications apparentes et occultes", ajoutant que "le monopole de l'importation était entre les mains d'une cinquantaine de personnes, qui avaient un pouvoir absolu pour décider qui pouvait investir en Algérie".

Le chef de l'Etat a souligné, dans ce sens, que la justice algérienne "a saisi et récupéré au profit du Trésor public tous les biens connus de la "issaba", ajoutant que "l'Algérie oeuvre de concert avec les pays amis en Europe et à travers le monde à la découverte des avoirs détournés, et partant à les récupérer".

Pour le Président Tebboune, "13 millions d'Algériens ont sauvé l'Algérie du 5^e mandat et du prolongement du 4^e, et l'Algérie a pu, grâce à la conscience du peuple, sortir de la zone du danger". L'Algérie, a-t-il estimé "a vécu le 1^{er} printemps arabe après les événements d'Octobre 1988".

Au volet politique, M.

Tebboune a indiqué que "l'Algérie s'est débarrassée irrémédiablement de l'islam idéologique" et que "le courant islamiste actif en Algérie est différent des courants islamistes dans d'autres pays". Il a estimé, par ailleurs, que "grâce à son pacifisme, le Hirak authentique est sorti victorieux sous la protection des services de sécurité et de l'armée" faisant remarquer cependant que "les parties derrière les récentes marches étaient inconnues et ces manifestations ne sont plus unifiées en termes de revendications ou de slogans". "Cinquante wilayas algériennes n'enregistrent aucune marche ces derniers temps", a-t-il fait savoir.

"La relation entre la Présidence et l'Armée est une relation somme toute naturelle", a soutenu M. Tebboune affirmant que "l'armée algérienne est une institution constitutionnelle qui sacralise la Constitution de l'Etat".

Concernant la question palestinienne, le Président Tebboune a soutenu que "la position de l'Algérie est constante, imprescriptible et immuable". Rappelant l'accord conclu dans le cadre de la Ligue arabe sur la base du principe de "la terre contre la paix" qui prévoit l'établissement de l'Etat de Palestine comme préalable à la paix, il a souligné qu'"il n'y a hélas aujourd'hui ni paix ni terre", d'où les interrogations sur l'utilité de la normalisation.

"L'Algérie porte le flambeau de la Palestine, du Sahara occidental et des peuples opprimés". C'est pour cette raison

qu'ils veulent faire taire sa voix, mais "ça n'arrivera pas", a-t-il assuré. "L'Algérie jouit de stabilité grâce à la force de son Armée" et "celui qui a dit que l'Algérie tombera après la Syrie s'est trompé", a-t-il poursuivi. Concernant les relations avec le Maroc voisin, le Président Tebboune a déclaré: "nous n'avons pas de problème avec le Maroc, c'est le Maroc qui a un problème avec nous". La question du Sahara occidental est depuis quatre (4) décennies entre les mains de la commission onusienne de décolonisation. Les Nations Unies considèrent le Sahara occidental comme une colonie.

"Nous entretenons par le passé de bonnes relations avec le Maroc et les frontières étaient ouvertes malgré le dossier du Sahara occidental", a-t-il fait savoir, réaffirmant la position constante de l'Algérie à l'égard du Sahara occidental. "Nous n'acceptons pas le fait accompli quelles que soient les circonstances", a-t-il soutenu.

Concernant la crise libyenne, le président de la République a rappelé que l'Algérie a refusé que Tripoli "tombe aux mains des mercenaires", ajoutant qu'"elle était prête à intervenir d'une façon ou d'une autre pour empêcher sa chute".

"Quand nous avons dit que Tripoli était une ligne rouge, nous l'avons fait sciemment et les concernés ont saisi le message", a-t-il affirmé, rappelant la position de l'Algérie qui a appelé, à la Conférence de Berlin, à la tenue d'élections générales en Libye sous

l'égide des Nations Unies. "Les frères Libyens ont demandé à ce que la réconciliation libyenne se fasse en Algérie, et c'est ce qu'a confirmé le chef du gouvernement d'union nationale en Libye lors de sa dernière visite en Algérie", a rappelé M. Tebboune.

Soulignant que l'instabilité de la Libye a eu des répercussions sur la situation au Mali et au Sahel, le Président Tebboune a fait état de "caravanes chargées d'armes lourdes et légères repérées par satellites en direction de la région du Sahel sans être interceptées". "De tels actes avaient pour objectif de cerner l'Algérie pour faciliter son infiltration et c'est pourquoi nous oeuvrons à renforcer davantage notre armée", a ajouté M. Tebboune qui précise que les dernières manœuvres militaires visaient à "assurer l'état prêt des troupes en cas d'urgence".

S'agissant des relations avec la France, le Président Tebboune a évoqué l'existence en France de trois lobbies, expliquant que "le premier est celui des anciens colons qui ont quitté l'Algérie après l'indépendance et transmis leur rancœur à leur descendance, le deuxième est le prolongement de l'Armée secrète française et le troisième, comprend des Algériens qui ont choisi de soutenir la France". Pour ce qui est de l'Editorial du journal "Le Monde" sur l'Algérie, le Président Tebboune a déclaré que l'Algérie dont parle ce journal "n'est pas l'Algérie que nous connaissons".

ALGÉRIE - LIBYE

Le Président Tebboune reçoit les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi, les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Koni et Abdullah Al-Lafi, a indiqué la Présidence de la République sur sa page officielle Facebook.

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen ont atterri à l'Aéroport international d'Alger

Houari-Boumediene plutôt dans la journée dans le cadre d'une visite officielle en Algérie.

Ils ont été accueillis par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, en présence du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud.

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen se recueillent à la mémoire des chouhada au Sanctuaire du Martyr

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Koni et Abdullah Al-Lafi, se sont recueillis mercredi au Sanctuaire du Martyr d'Alger à la mémoire des chouhada de la glorieuse Guerre de libération nationale.

Après avoir déposé une gerbe de fleurs au Sanctuaire du Martyr à la mémoire des chouhada, MM. Al-Koni et Al-Lafi se sont rendus au Musée national du Moudjahid où ils ont écouté des explications sur les différentes étapes de l'histoire de l'Algérie avant de signer le registre d'or de l'établissement. Ils

étaient accompagnés du wali d'Alger, Youcef Cherfa. Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen ont entamé, mercredi matin, une visite officielle de deux jours en Algérie.

Ils ont été accueillis à leur arrivée à l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, qui était accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud.

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ L'ANP mène plusieurs opérations pour préserver la quiétude et la sécurité du pays

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, du 2 au 3 juin, plusieurs opérations, dans le cadre de leurs "nobles missions" de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

La même source a souligné que ces opérations "témoignent de l'engagement infaillible des Forces Armées à préserver la quiétude et la sécurité du pays". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans le pays, "des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions Militaires, (16) narcotrafiquants et saisi (09) quintaux et (09) kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc, tandis que (39) autres narcotrafiquants ont été appréhendés et (55,5) kilogrammes de kif traité et (28640) comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions Militaires", a fait savoir le MDN.

Dans un autre contexte, "des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet,

(163) individus et saisi un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un (01) fusil de chasse, une quantité de munitions, (23) véhicules, (217) groupes électrogènes, (148) marteaux piqueurs, (08) détecteurs de métaux, (1905) sacs de mélange d'or brut et de pierres, des explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (20) quintaux de déchets de cuivre et (23,5) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande", a ajouté le MDN.

"Un autre détachement a intercepté en coordination avec les services de la Sûreté nationale et des Douanes à Bordj Bou Arreridj, un (01) individu et saisi un (01) fusil de chasse et un (01) camion chargé de (440000) cartouches vides pour fusils de chasse et (107490) unités de tabac, tandis que (03) véhicules chargés de (30000) paquets de cigarettes ont été saisis à Ouar-gla", selon la même source. Par ailleurs, "les Garde-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande d'immenses quantités de carburants s'élevant à (24157) litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf, alors que les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (27) individus qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Alger et Oran", a conclut le MDN.